

***ETUDE PROSPECTIVE
PAYS DE CHATEAUBRIANT***

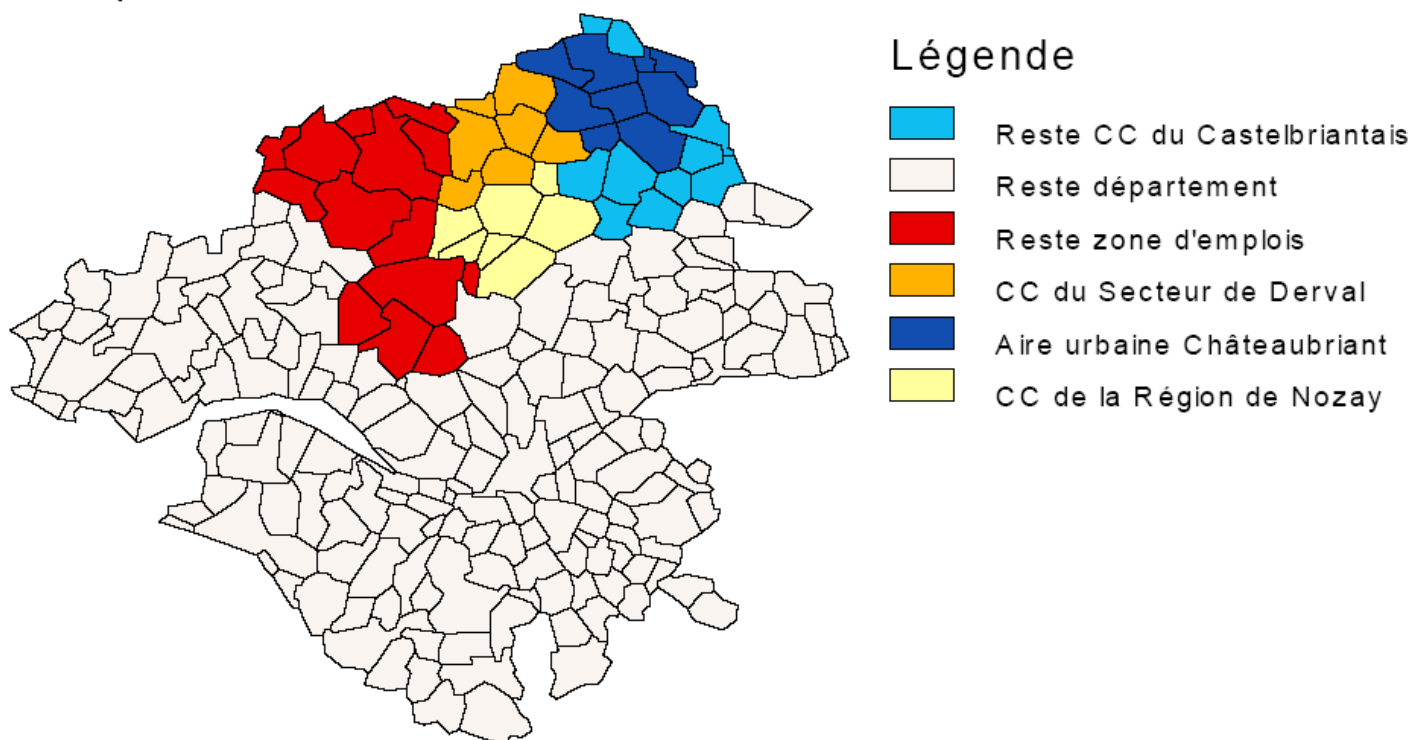
VOLET ECONOMIE

***Réalisé par le CETE de l'Ouest
Sylvain LE GOFF***

PAYS DE CHÂTEAUBRIANT

PRESENTATION GENERALE

Composantes territoriales



Légende

- Reste CC du Castelbriantais
- Reste département
- Reste zone d'emplois
- CC du Secteur de Derval
- Aire urbaine Châteaubriant
- CC de la Région de Nozay

CARACTERISTIQUES	Aire urbaine Châteaubriant	Pays de Châteaubriant	Zone d'emplois Castelbriantais	Département Loire-Atlantique
Nombre communes	9	33	47	221
Population 1999	22 427	50 407	83 407	1 134 266
Population active occupée 1999	8 906	19 566	32 164	448 964
Emplois sal. UNEDIC 2003	7 174	10 323	14 599	329 379
Emplois sal. M.S.A. 2003	174	740	1 076	15 449
Emplois totaux 2003 (estim.)	/ ¹	/	28 865	493 019
Revenu moyen 2002 (€) par FF	12 750	11 430	11 590	14 360
Evolution revenu moyen déflaté 1990 - 2002	11,7 %	13,7 %	14,2 %	10,7 %

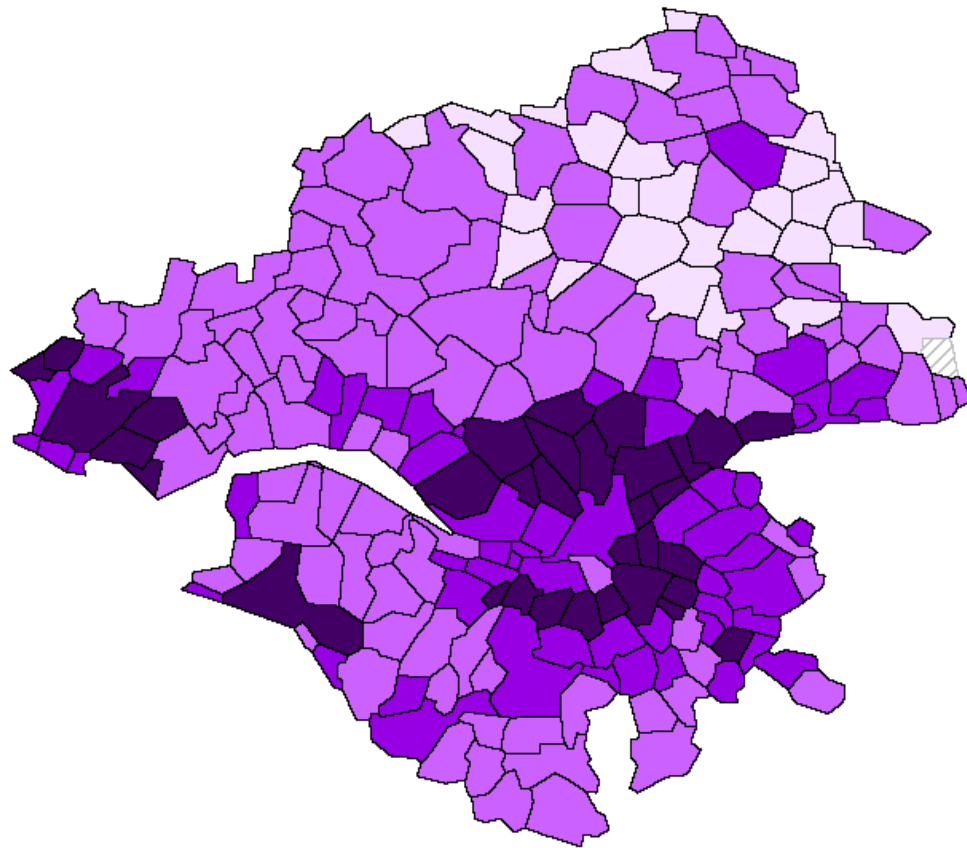
CARACTERISTIQUES	Part aire urbaine / pays (%)	Part pays / zone d'emplois (%)
Nombre communes	27	70
Population 1999	44.5	60.5
Population active occupée 1999	45.5	61
Emplois sal. UNEDIC 2003	69.5	70.5
Emplois sal. M.S.A. 2003	23.5	69

A noter que sur le pays de Châteaubriant, seulement 4 communes sur 33, Châteaubriant, Nozay, Saffré et Derval sont peuplées de plus de 2500 habitants, 70% des communes font moins de 1500 habitants.

Sur le reste de la zone d'emplois, on compte également (mais sur un total 14), 4 communes peuplées de plus de 2500 habitants, à savoir Blain, Guémené-Penfao, Plessé et Saint-Nicolas de Redon ; les communes de moins de 1500 habitants ne représentent que 35 % de l'ensemble.

¹ Dont Fonction Publique d'Etat : 600

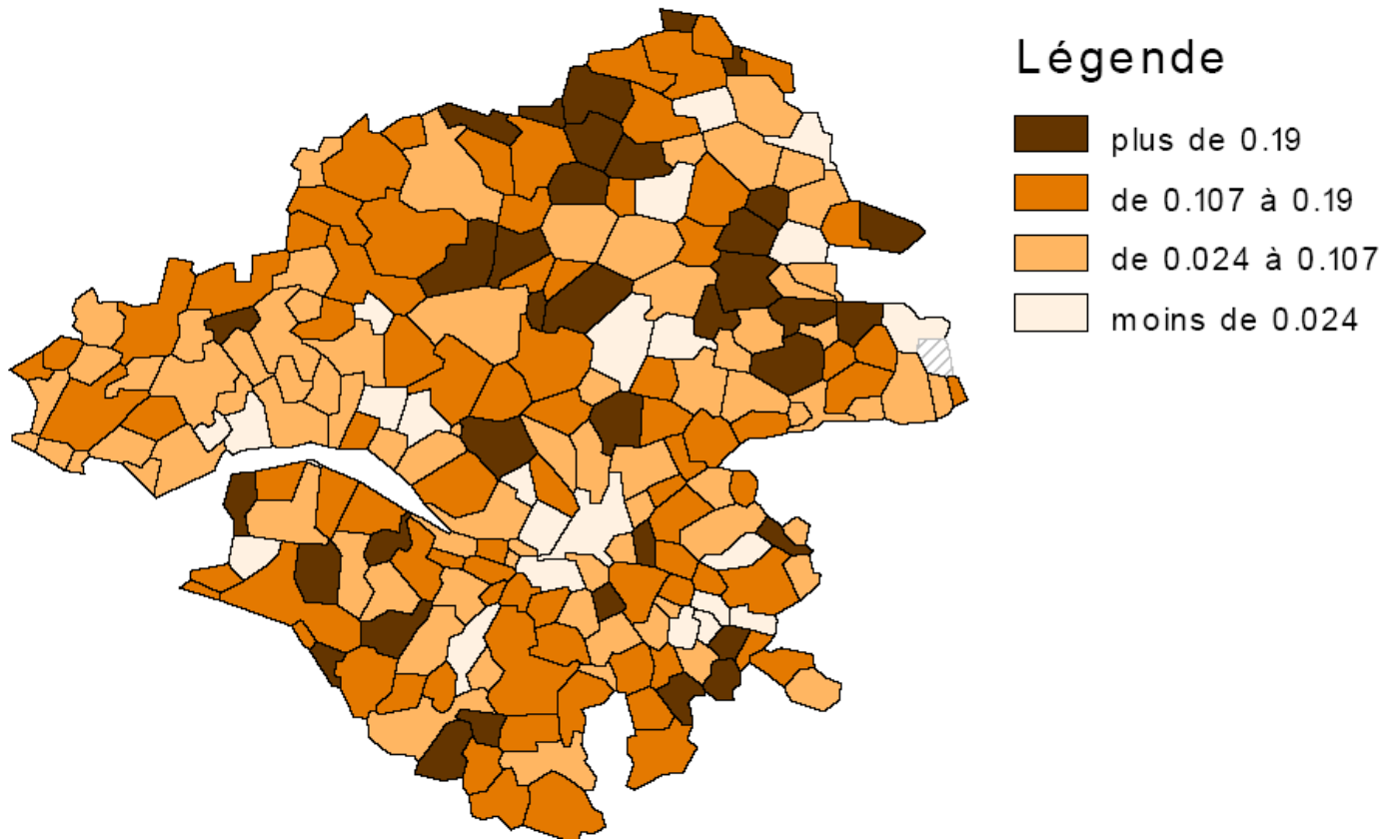
Revenu moyen 2002 par foyer fiscal



Légende

- plus de 17 655
- de 14 365 à 17 655
- de 11 075 à 14 365
- moins de 11 075

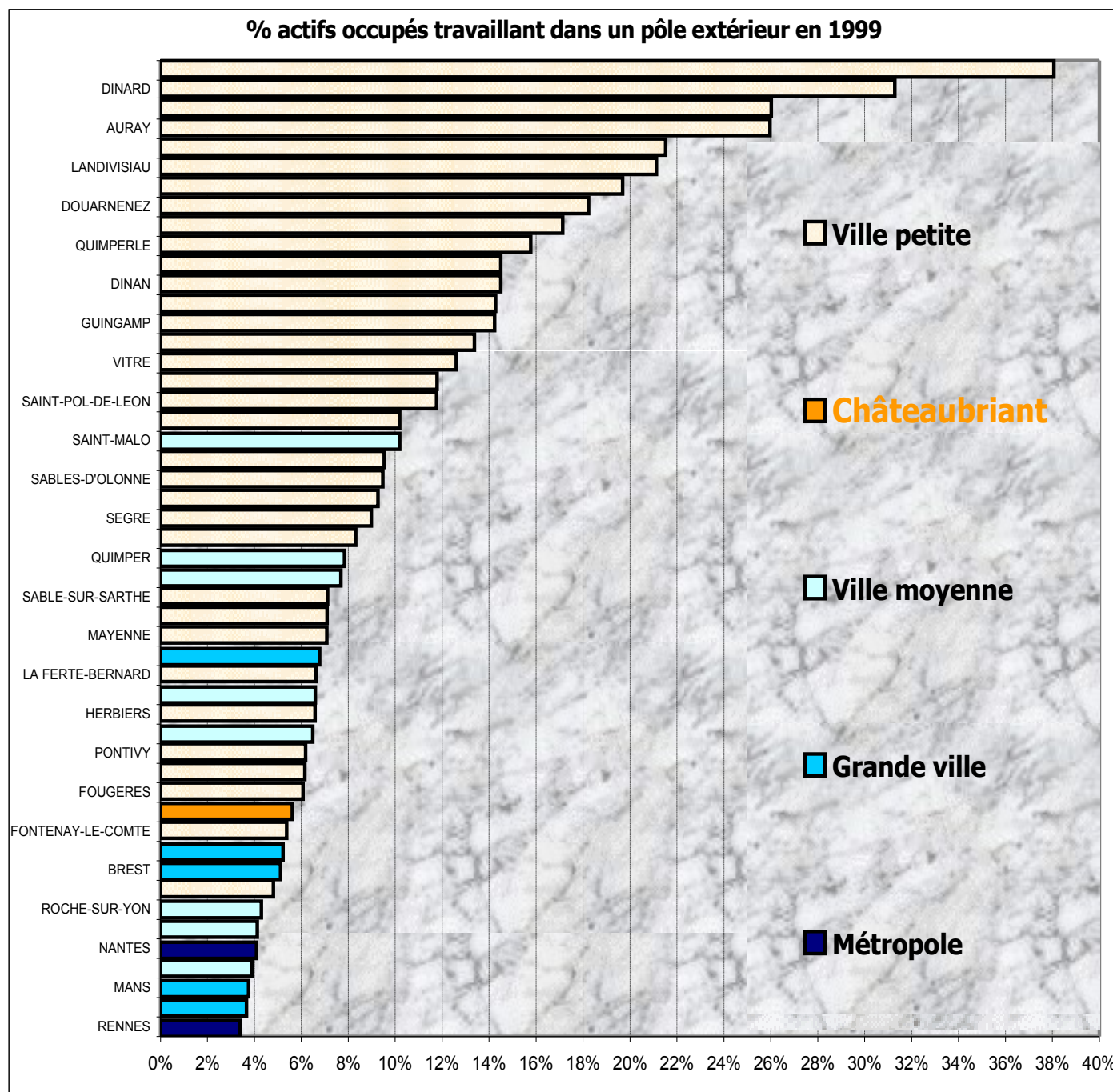
Evolution revenu moyen déflaté 1990 - 2002 par foyer fis



I PRESENTATION DE L'AIRE URBAINE²

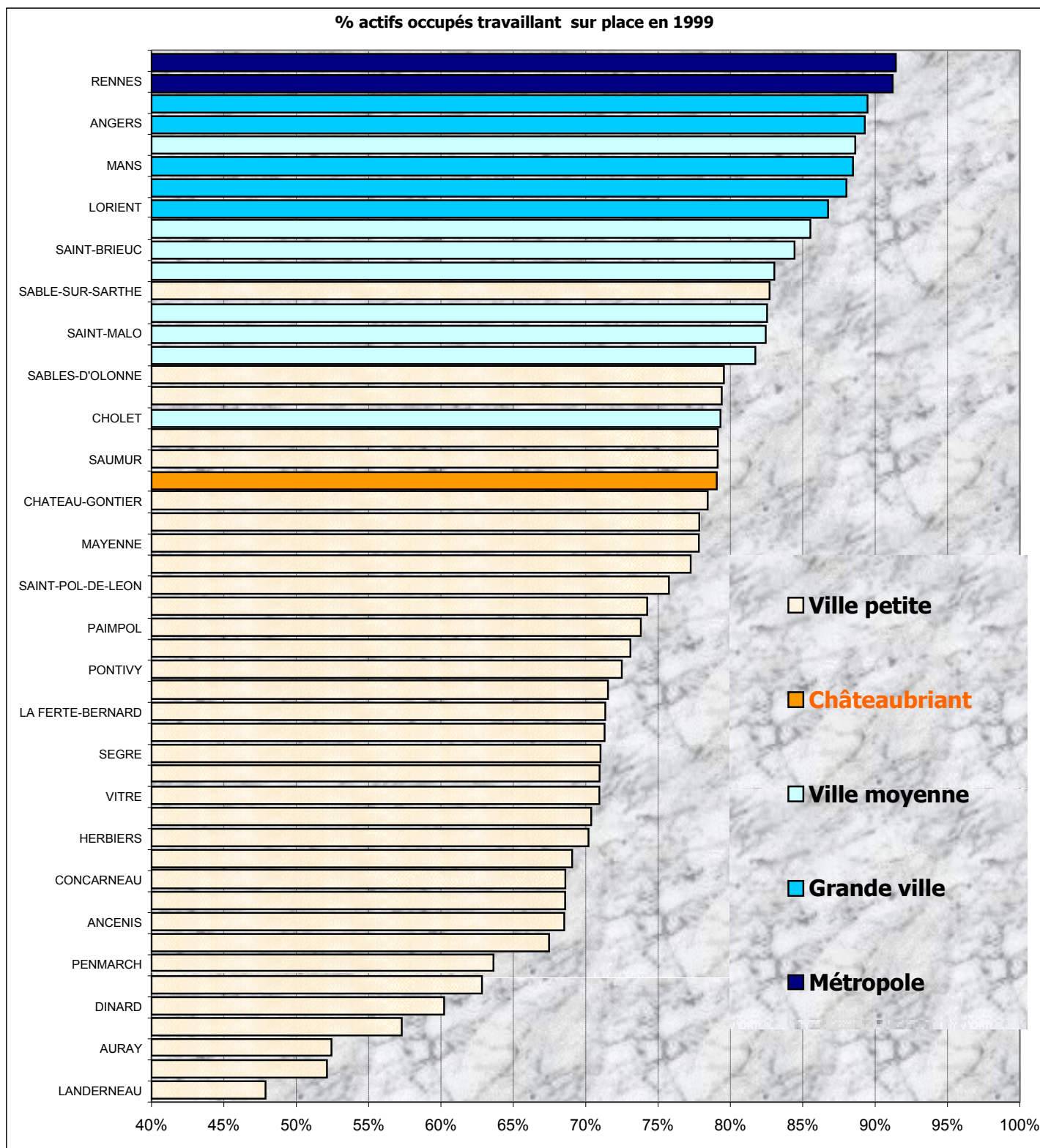
En 1999

- Faible contribution de l'emploi offert par les pôles extérieurs (aires urbaines des régions Bretagne et Pays de la Loire) à la localisation des actifs sur l'aire urbaine de Châteaubriant:
 - Grandes villes (Nantes, Angers, Rennes) 4,1 %
 - Autres pôles extérieurs 1,5 %



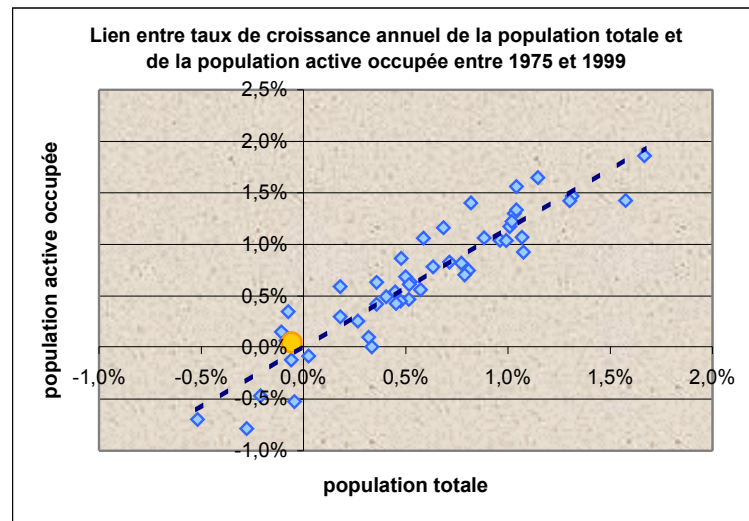
² Composition de l'aire urbaine = 9 communes (Châteaubriant, Erbray, Louisfert, Noyal sur Brutz, Rougé, Ruffigné, Saint Aubin des Châteaux, Soudan, Villepôt)

- Forte introversion (% actifs occupés travaillant sur place = 79 %, 34 autres petites villes de l'Ouest = compris entre 48 % et 83 %).



1975-1999

- De façon générale, le taux de variation de la population totale est proche et quasiment proportionnel au taux de variation de la population active occupée.



- Dans le cas de Châteaubriant :
 - taux (annuel) de variation de la population totale très légèrement négatif (-0,06 % par an) ;
 - taux (annuel) de variation de la population active occupée à peine positif (+ 0,05 % par an) ; il baisse dans 5 petites villes bretonnes et une petite ville ligérienne, il augmente dans les 44 autres villes ;
 - Cette "positivité" du taux de variation de la population active occupée lui permet tout juste d'échapper au classement dans le type "PV3" dont font partie les 6 villes précédentes ;
 - L'accroissement d'influence des pôles extérieurs, si modeste soit-il (avec + 0,13 %, Châteaubriant n'arrive qu'en 41^e position sur 50 villes à ce titre) contribue au maintien sur place des effectifs d'actifs ;
 - L'apport extérieur (zones rurales essentiellement) situe Châteaubriant dans la moyenne des petites villes, ni plus ni moins ;
 - En revanche, Châteaubriant a perdu de nombreux actifs par suite des insuffisances du marché du travail local, leurs départs sont à peine compensés par les arrivées d'actifs extérieurs.

GROUPE	CARACTERISTIQUES
Métropoles	<i>Caractéristiques majeures : développement important et très largement endogène (→ peu d'influence des autres pôles sur elles, quasi "auto-suffisance" au regard de celui-ci, en quelque sorte), emplois publics nombreux (garants de revenus et d'activités résidentielles au moins en partie stables), population très diplômée, emplois qualifiés, revenus moyens élevés, activités diversifiées, attrait pour les actifs de toutes natures et pour les capitaux extérieurs qui n'est pas "ombrageux", c'est-à-dire qui reste partagé avec le développement de financements locaux</i>
Autres grandes villes et villes moyennes	<i>Caractéristiques globalement communes : composante endogène du développement moins marquée que chez les (villes) précédentes, pour une composante externe comparable, c'est-à-dire d'influence somme toute faible, revenus légèrement inférieurs, population très diplômée (surtout en Bretagne), emplois assez qualifiés et fortement tertiariés, emplois publics relativement nombreux, dépendance à la base productive privée plutôt faible, activités plutôt diversifiées.</i>
« PV1 »	<i>Concerne 9 petites villes sur 35 parmi lesquelles 7 sont ligériennes. Les villes de ce type ont connu sur le dernier quart du 20^{ème} siècle un développement en partie endogène, souvent comparable à celui des villes de la catégorie précédente – grandes villes non métropolitaines et villes moyennes. La plupart s'en démarquent par contre sensiblement par la progression conséquente d'influences extérieures – qui demeurent toutefois modérées en 1999 – progression qui leur vaut une dynamique démographique proche de celle des villes métropolitaines.</i>
« PV2 »	<i>Situations intermédiaires de petites villes marquées par une perte d'influence locale plus ou moins patente accompagnée d'un développement exogène lui-même plus ou moins décisif. Le développement tient en conséquence des évolutions respectives des deux composantes. Les potentialités de développement interne de ces villes, qu'une faible dépendance à l'égard des autres pôles doit conduire à promouvoir, tiennent aux ressources qui leur sont propres en matière de formation-qualification, revenus, dépendance à la base publique ou productive privée, attractivité pour les agents économiques, ménages ou entreprises.</i>
« PV3 »	<i>Situation très critique pour les 6 villes soumises à une sévère et déterminante perte d'attraction propre que l'influence éventuellement substantielle de pôles extérieurs ne suffit même pas – loin s'en faut – à enrayer. Une frontière, pas absolument étanche, sépare, à l'intérieur du groupe, des villes dont la population est très diplômée mais la dépendance à l'égard d'activités de la base productive privée liées à la mer ou à l'agriculture aussi très affirmée, d'autres villes dont la population est peu diplômée mais les activités économiques plus diversifiées. Ces villes ont en commun des revenus plutôt faibles ou faibles et une dépendance à la base publique moyenne (sous-préfecture) à faible</i>

<i>Evolution d'influence locale entre 1975 et 1999 et impact sur l'évolution globale des actifs occupés</i>		<i>Intensité d'influence des pôles extérieurs (en 1999, en % des actifs occupés)</i>				<i>Type (nombre) de villes</i>
		<i>Faible (<10 %)</i>	<i>modérée (10 à 15 %)</i>	<i>Plutôt forte (15 à 20%)</i>	<i>Forte (>20%)</i>	
<i>Perte d'influence locale élevée (>0,5% / an)</i>	<i>Impact déterminant (évolution négative)</i>	<i>FOUGERES MORLAIX SAUMUR (-0,24%)</i>	<i>SAINT-POL-de-L. (-0,47%)</i>	<i>DOUARNENEZ PENMARCH (-0,74%)</i>		<i>P V 3 (6)</i>
	<i>Impact non déterminant (évolution positive)</i>	<i>CHATEAUBRIANT SEGRE (+0,10%)</i>	<i>DINAN LA FLECHE GUINGAMP PAIMPOL (+0,16%)</i>	<i>CONCARNEAU (+0,10%)</i>	<i>LANDERNEAU (+0,35%)</i>	
<i>Perte d'influence locale modérée (<0,5% / an)</i>		<i>FONTENAY-LE-C. LA FERTE-BERNARD LOUDEAC MAYENNE PONTIVY REDON (0,58%)</i>		<i>QUIMPERLE (0,42%)</i>	<i>AURAY CLISSON DINARD LAMBALLE LANDIVISIAU (1,05%)</i>	

Gain d'influence locale

CHATEAU-GONTIER
LES HERBIERS
PLOERMEL
LES SABLES-D'O.
SABLE-SUR-SARTHE
(1,25%)

ANCENIS
CHALLANS
SAINT-GILLES-C.
VITRE
(1,35%)

**PVI
(9)**

ANNEXE / Contribution des aires urbaines de Bretagne et des Pays de la Loire à la variation annuelle de la population active occupée entre 1975 et 1999 (%)

Lieu de résidence (aire urbaine)	Taux de variation annuel de la population active occupée	Contribution des aires urbaines à la variation de la population active occupée				
		aire urbaine locale	GV	VM	PV	reste du territoire
ANCENIS	1,16%	0,02%	0,52%	0,01%	0,02%	0,60%
ANGERS	1,07%	0,72%	0,03%	0,02%	0,07%	0,25%
AURAY	1,04%	-0,39%	0,17%	0,54%	0,00%	0,70%
BREST	0,87%	0,60%	0,00%	0,02%	0,09%	0,18%
CHALLANS	1,47%	0,24%	0,09%	0,12%	0,20%	0,82%
CHATEAUBRIANT	0,05%	-0,57%	0,09%	0,00%	0,04%	0,49%
CHATEAU-GONTIER	1,40%	0,75%	0,02%	0,22%	0,09%	0,31%
CHOLET	0,47%	-0,19%	0,08%	0,00%	0,05%	0,54%
CLISSON	1,56%	-0,13%	0,84%	0,09%	0,02%	0,72%
CONCARNEAU	0,10%	-0,83%	0,05%	0,48%	0,04%	0,34%
DINAN	0,30%	-0,52%	0,12%	0,18%	0,13%	0,40%
DINARD	0,82%	-0,26%	0,10%	0,64%	0,12%	0,24%
DOUARNENEZ	-0,70%	-1,35%	0,01%	0,34%	0,01%	0,27%
FLECHE	0,26%	-0,64%	0,17%	0,00%	0,28%	0,46%
FONTENAY-LE-COMTE	0,59%	-0,03%	0,00%	0,02%	0,10%	0,59%
FOUGERES	-0,52%	-1,08%	0,08%	0,01%	0,05%	0,41%
GUINGAMP	0,01%	-0,82%	0,02%	0,33%	0,08%	0,42%
HERBIERS	1,65%	0,49%	0,01%	0,20%	0,02%	0,92%
LA FERTE-BERNARD	0,45%	-0,31%	0,08%	0,00%	0,05%	0,69%
LAMBALLE	0,78%	-0,48%	0,05%	0,57%	0,09%	0,57%
LANDERNEAU	0,35%	-1,07%	0,86%	0,02%	0,15%	0,38%
LANDIVISIAU	1,06%	-0,29%	0,27%	0,02%	0,40%	0,69%
LANNION	0,56%	0,20%	0,01%	0,02%	0,13%	0,22%
LAVAL	0,75%	0,40%	0,02%	0,00%	0,09%	0,24%
LORIENT	0,64%	0,22%	0,03%	0,06%	0,12%	0,22%
LOUDEAC	0,63%	-0,03%	0,03%	0,05%	0,06%	0,52%
LE MANS	0,49%	0,16%	0,01%	0,01%	0,10%	0,27%
MAYENNE	0,70%	-0,09%	0,00%	0,21%	0,01%	0,57%
MORLAIX	-0,12%	-0,70%	0,05%	0,03%	0,15%	0,35%
NANTES	1,17%	0,90%	0,05%	0,02%	0,06%	0,17%
PAIMPOL	0,07%	-0,56%	0,02%	0,22%	0,10%	0,31%
PENMARCH	-0,79%	-1,60%	0,03%	0,35%	0,04%	0,40%
PLOERMEL	1,06%	0,09%	0,00%	0,10%	0,02%	0,85%
PONTIVY	0,69%	-0,25%	0,03%	0,03%	0,11%	0,77%
QUIMPER	1,04%	0,40%	0,06%	0,01%	0,19%	0,38%
QUIMPERLE	0,42%	-0,34%	0,30%	0,01%	0,04%	0,40%
REDON	0,43%	-0,36%	0,10%	0,03%	0,00%	0,66%
RENNES	1,42%	1,12%	0,01%	0,02%	0,08%	0,21%
LA ROCHE-SUR-YON	1,30%	0,71%	0,03%	0,00%	0,10%	0,46%
LES SABLES-D'OLONNE	0,93%	0,29%	0,00%	0,18%	0,07%	0,38%
SABLE-SUR-SARTHE	1,22%	0,69%	0,09%	0,02%	0,09%	0,33%
SAINT-BRIEUC	0,61%	0,16%	0,04%	0,01%	0,18%	0,24%
SAINT-GILLES-CROIX	1,42%	0,49%	0,03%	0,11%	0,29%	0,52%
SAINT-MALO	0,83%	0,32%	0,09%	0,00%	0,19%	0,23%
SAINT-NAZAIRE	0,54%	0,20%	0,11%	0,01%	0,02%	0,22%
SAINT-POL-DE-LEON	-0,47%	-0,97%	0,04%	0,00%	0,20%	0,26%
SAUMUR	-0,08%	-0,60%	0,04%	0,00%	0,02%	0,47%
SEGRE	0,15%	-0,64%	0,15%	0,02%	0,08%	0,54%
VANNES	1,86%	1,16%	0,08%	0,00%	0,15%	0,48%
VITRE	1,34%	0,36%	0,30%	0,06%	0,05%	0,56%

DEPCOM	Libellé	Composantes territoriales	Revenu moyen 2002 par foyer fiscal	Evolution revenu moyen déflaté 1990 - 2002 par foyer fiscal	population 1999	emplois sal. UNEDIC 2003	emplois sal. MSA 2003
44001	Abbaretz	CC de la Région de Nozay	10 740	6,4%	1511	75	10
44031	La Chapelle-Glain	Reste CC du Castelbriantais	9 614	5,2%	761	22	51
44036	Châteaubriant	Aire urbaine Châteaubriant	13 291	-3,6%	12065	6048	64
44051	Derval	CC du Secteur de Derval	12 063	14,4%	2491	528	131
44054	Erbray	Aire urbaine Châteaubriant	15 434	7,3%	2351	262	16
44058	Fercé	Reste CC du Castelbriantais	11 609	12,3%	517	14	9
44065	Grand-Auverné	Reste CC du Castelbriantais	10 657	27,3%	684	28	7
44075	Issé	Reste CC du Castelbriantais	11 037	0,5%	1776	343	8
44076	Jans	CC du Secteur de Derval	12 054	23,0%	989	68	19
44078	Juigné-des-Moutiers	Reste CC du Castelbriantais	10 327	-19,8%	322	169	1
44085	Louisfert	Aire urbaine Châteaubriant	12 684	10,5%	796	32	2
44086	Lusanger	CC du Secteur de Derval	10 182	27,0%	947	43	13
44091	Marsac-sur-Don	CC du Secteur de Derval	10 539	11,7%	1200	74	20
44095	La Meilleraye-de-Bretagne	Reste CC du Castelbriantais	10 588	11,6%	1027	93	7
44099	Moisdon-la-Rivière	Reste CC du Castelbriantais	12 275	11,3%	1733	168	45
44105	Mouais	CC du Secteur de Derval	10 051	23,2%	259		3
44112	Noyal-sur-Brutz	Aire urbaine Châteaubriant	14 064	21,4%	481	27	2
44113	Nozay	CC de la Région de Nozay	11 725	7,1%	3155	771	86
44121	Petit-Auverné	Reste CC du Castelbriantais	10 264	28,7%	386	1	0
44138	Puceul	CC de la Région de Nozay	10 788	17,0%	630	135	20
44146	Rougé	Aire urbaine Châteaubriant	12 989	16,5%	2143	176	36
44148	Ruffigné	Aire urbaine Châteaubriant	10 050	12,4%	603	24	5
44149	Saffré	CC de la Région de Nozay	11 995	20,0%	2679	98	48
44153	Saint-Aubin-des-Châteaux	Aire urbaine Châteaubriant	11 644	16,8%	1312	41	3
44170	Saint-Julien-de-Vouvantes	Reste CC du Castelbriantais	10 302	8,2%	876	106	18
44193	Saint-Vincent-des-Landes	CC du Secteur de Derval	11 068	20,5%	1323	106	2
44197	Sion-les-Mines	CC du Secteur de Derval	11 172	22,7%	1365	87	21
44199	Soudan	Aire urbaine Châteaubriant	13 016	7,4%	2007	514	20

44200	Soulvache	Reste CC du Castelbriantais	9 626	19,5%	402	9	1
44208	Treffieux	CC de la Région de Nozay	9 781	18,8%	618	20	13
44214	Vay	CC de la Région de Nozay	10 905	19,6%	1228	57	23
44218	Villepot	Aire urbaine Châteaubriant	11 554	16,5%	669	50	26
44224	La Grigonnais	CC de la Région de Nozay	13 106	10,9%	1101	134	10
Ensemble département			14 365	10,7%			

POSITIONNEMENT SOCIO-ECONOMIQUE DE CHÂTEAUBRIANT

1. TERRITOIRES COMPARES

Sont comparés :

La ville (aire urbaine) de Châteaubriant, d'une part,
les 15 villes des Pays de la Loire correspondant à autant de « petites villes » de moins de 50 mille habitants en 1999, et / ou les 50 villes correspondant à l'ensemble des villes de l'Ouest d'autre part.

2. LES FAITS SAILLANTS

Situation démographique et évolution générale sur la période 1990-1999

Pour la population de l'aire urbaine, Châteaubriant, 22 522 habitants en 1999, occupe le 6^{ème} rang régional sur 15 petites villes (13^{ème} rang sur 22 villes).

Châteaubriant dispose d'une assez bonne représentation de jeunes, mais également non négligeable de retraités – comparativement aux autres petites villes du département, Ancenis et Clisson.

Elle connaît une baisse de population particulièrement préoccupante – la plus forte de toutes les villes de l'Ouest. Les départs massifs de jeunes et la stagnation qui lui est très spécifique du nombre des actifs expliquent cette évolution. La croissance des professions intermédiaires et employés est en effet trop limitée pour endiguer la saignée pesant sur les exploitants agricoles. La population des cadres notamment sous-représentés n'augmente pas et celle des professions intermédiaires progresse peu dans cette ville où employés et ouvriers constituent plus qu'ailleurs le gros de la population salariée.

Fait rare, surtout en Pays de la Loire, le nombre de chômeurs tend à la baisse, cependant que celui des actifs occupés augmente fort peu.

Châteaubriant est « bien » placée pour le temps partiel et les CDD et, sans être la plus mauvaise, « mal » pour celui des diplômés.

L'attractivité de la ville pour les migrants non résidents de la région au recensement précédent, demeure faible et enregistre une des plus modestes progressions des villes de l'Ouest toutes tailles confondues.

La base publique est moyenne.

Revenus

De toutes les villes de l'Ouest, toutes tailles confondues, Châteaubriant est celle qui détient le revenu moyen par foyer fiscal le plus faible. En outre, seulement cinq d'entre elles situées en Bretagne ainsi que Saumur dans les Pays de la Loire connaissent une progression inférieure à la sienne.

Emplois salariés privés (UNEDIC)

Dans un tissu économique moins dominé que dans des villes homologues par la base productive, le rythme de croissance des emplois est en-deçà de la moyenne, mais sans être mauvais à proprement parler. De plus, le fléchissement observé dans le passé récent est ni

plus ni moins de l'ordre d'intensité de celui que l'on observe généralement. Ce fléchissement s'explique largement par une dégradation de l'effet de structure.

L'impact des emplois relevant de la MSA sur l'emploi de la ville est modique.

Migrations domicile – travail

La polarisation exercée sur les actifs résidents par le pôle local est dans la moyenne des petites villes ligériennes. La polarisation exercée sur les actifs résidents par les pôles extérieurs est modeste et surtout n'enregistre pas sur le dernier quart du XX^{ème} siècle la percée qui caractérise entre autres les deux autres petites villes du département..

Tout naturellement, le degré d'ouverture – rayonnement, dépendance – de Châteaubriant sur les autres pôles de l'Ouest traduit un certain isolement.

Entreprises structurantes

Châteaubriant présente en 2003 un tissu (de branches) d'activités diversifié.

Les entreprises locales sont peu nombreuses à « essaimer » et lorsque c'est le cas « essaiment » peu ; les autres villes de l'interrégion, Nantes en tête, en bénéficient dans une certaine mesure. Elles ne pèsent pas assez pour contrebalancer les entrées, mais l'intérêt porté par les entreprises extérieures s'arrête rapidement.

L'ouverture des entreprises castelbriantaises aux capitaux extra-régionaux est par ailleurs modeste.

Accessibilité

Bien que l'intensité d'influence des pôles extérieurs de rang supérieur soit moins marquée qu'à Segré, Ancenis et surtout Clisson, Châteaubriant apparaît au 4^{ème} rang des petites villes ligériennes. Ce positionnement est le reflet à la fois d'un éloignement plus important de Nantes (70 km) et de la situation au centre de gravité d'un quadrilatère Nantes – Rennes – Laval - Angers au sein duquel Rennes et Angers ne sont qu'à 60 et 80 km. Ceci étant, malgré ce bon classement, Châteaubriant se situe seulement à 38 sur une échelle graduée de 0 à 100 définissant le degré estimé de dépendance vis-à-vis des pôles de l'Ouest de rang supérieur.

Capacité d'accueil et influence touristique

.Rapportées à la taille de l'agglomération, elles sont faibles, c'est particulièrement vrai à ses alentours.

Appartenance à espace urbain multipolaire

RENNES

3. SYNTHÈSE

Potentialités

Un tissu économique certes moins florissant que chez les homologues du département, mais « pas des plus mauvais »

Diversité de ce tissu, équilibre entre bases productive et résidentielle

Importance démographique des villes proches, avec ce que cela sous-tend d'équipements et services : Châteaubriant est à cet égard particulièrement bien placée pour tirer profit des atouts conjugués des quatre villes du quadrilatère au centre duquel elle s'inscrit

Fragilités

Faiblesse patente et aggravée des revenus

Manque de cadres, fuite des jeunes

Déficit d'attractivité pour les migrants professionnels comme résidentiels

Eloignement fût-il relatif des villes de nature à limiter l'avantage de la diversité de l'offre
 Forte introversion du tissu économique

CHÂTEAUBRIANT		(rang sur 15 PVPdL)	Minimum PVPdL	Moyenne PVPdL	Maximum PVPdL	Moyenne 50 villes Ouest
pop totale 99	22522	6	10365	22865	47652	81409
% actifs/pop	44,2%	11	39,0%	45,0%	49,5%	44,2%
% retraités/pop 99	20,3%	10	16,3%	21,0%	31,0%	20,6%
% autres sans activ. Prof/pop	35,5%	3	29,8%	33,9%	36,1%	35,1%
tx de cr annuel pop totale 1990 - 1999	-0,50%	15	-0,50%	0,49%	1,56%	0,40%
tx de cr pop totale dû à actifs	0,03%	15	0,03%	0,41%	0,75%	0,33%
tx de cr pop totale dû à retraités	0,40%	8	0,24%	0,46%	0,96%	0,40%
tx de cr pop totale dû à sans activ. Prof.	-0,93%	15	-0,93%	-0,37%	-0,02%	-0,33%
tx de cr annuel pop active	0,08%	15	0,08%	0,93%	1,83%	0,74%
dû à agriculteurs exploitants	-0,51%	14	-0,56%	-0,29%	-0,12%	-0,23%
dû à artisans commerçants chefs d'entr.	-0,01%	7	-0,14%	-0,02%	0,12%	-0,08%
dû à cadres professions intell. sup.	0,00%	14	0,00%	0,09%	0,20%	0,16%
dû à professions intermédiaires	0,30%	15	0,30%	0,53%	0,86%	0,51%
dû à employés	0,47%	7	0,14%	0,47%	0,89%	0,37%
dû à ouvriers	0,03%	8	-0,41%	0,10%	1,14%	0,01%
dû à actifs occupés	0,15%	13	-0,09%	0,78%	1,49%	0,67%
dû à actifs inoccupés	-0,07%	15	-0,07%	0,15%	0,41%	0,07%
% agriculteurs exploitants RP99	5,4%	2	1,4%	3,4%	5,8%	3,0%
% artisans commerçants chefs d'entr. RP99	6,6%	6	5,5%	6,8%	10,2%	6,9%
% cadres professions intell. sup. RP99	6,0%	13	4,9%	6,7%	8,5%	8,5%
% professions intermédiaires RP99	16,9%	12	15,8%	18,0%	21,5%	20,4%
% employés RP99	27,6%	6	22,5%	27,4%	33,3%	29,1%
% ouvriers RP99	36,5%	8	26,8%	37,1%	46,9%	31,4%
% actifs inoccupés / % actifs (1990)	11,3%	3	5,5%	9,5%	13,4%	10,9%
% actifs inoccupés / % actifs (1999)	10,6%	7	6,2%	10,1%	15,2%	10,9%
tx de cr annuel pop active occupée	0,17%	13	-0,11%	0,86%	1,64%	0,75%
dû à salariés TC	0,06%	11	-0,21%	0,43%	1,46%	0,16%
dû à salariés TP	0,31%	13	-0,41%	0,67%	1,07%	0,96%
dû à non salariés TC	-0,18%	7	-0,51%	-0,21%	0,17%	-0,35%
dû à non salariés TP	-0,02%	8	-0,11%	-0,03%	0,04%	-0,02%
part temps partiel / emploi salarié	22,2%	4	15,6%	19,8%	23,3%	20,4%
% CDD / salariés (1999)	10,0%	5	7,8%	9,6%	10,7%	9,5%
% titulaires FP / salariés (1999)	15,4%	6	8,0%	14,8%	19,7%	18,3%

% 15 ans et + sans diplôme/ pop (1999)	16,6%	8	11,4%	16,8%	20,1%	13,4%
% 15 ans et + diplômés BAC + 2 / pop (1999)	3,2%	14	3,2%	3,6%	4,4%	4,6%
% migrants extra - régionaux 1990	7,4%	10	4,9%	8,9%	14,1%	9,1%
% migrants extra - régionaux 1999	7,5%	12	6,2%	10,8%	17,0%	10,8%
Revenu moyen 2000	12443	15	12443	13975	16335	14224
Evolution revenu moyen réel (déflaté) 1990 - 2000	3,2%	14	0,2%	7,4%	20,6%	6,5%
part du secteur basique en 2003	54,7%	9	32,9%	55,6%	70,8%	46,5%
part du secteur domestique en 2003	45,3%	7	29,2%	44,4%	67,1%	53,5%
Taux de croissance annuel de l'emploi 1993 - 2003	2,7	10	1,0	3,4	6,0	2,9
dû au secteur basique	1,2	9	-0,2	1,8	3,9	1,1
dû au secteur domestique	1,5	7	1,0	1,6	2,5	1,8
Rythme annuel (%) d'évolution de l'emploi salarié privé UNEDIC 1993 - 2003 dû à effet de structure	1,8	5	0,5	1,5	2,4	1,6
Rythme annuel (%) d'évolution de l'emploi salarié privé UNEDIC 1993 - 2003 dû à effet géographique	0,9	12	-0,4	1,9	4,0	1,2
Taux de croissance annuel de l'emploi 1999 - 2003	2,0	11	-0,2	2,9	6,9	2,3
variation court/ moyen terme du rythme annuel d'évolution de l'emploi	-0,7	9	-2,4	-0,5	1,8	-0,6
variation court/ moyen terme du rythme annuel d'évolution de l'emploi due à effet de structure	-0,6	9	-1,3	-0,5	0,1	-0,3
variation court/ moyen terme du rythme annuel d'évolution de l'emploi due à effet géographique	-0,1	9	-1,7	0,0	1,9	-0,3
% emplois MSA	2,4%	10	0,4%	5,5%	20,7%	7,0%
Taux de polarisation 1975 dû au pôle principal def 1999	37,3%	7	19,9%	38,4%	68,0%	45,0%
Taux de polarisation 1999 dû au pôle principal def 1999	40,6%	6	24,8%	40,0%	61,6%	44,7%
Taux de polarisation 1975 dû aux autres pôles	2,2%	10	0,9%	2,9%	6,0%	3,6%
Taux de polarisation 1999 dû aux autres pôles	4,2%	11	1,6%	7,2%	17,3%	8,7%
variation taux de polarisation dû au pôle principal	3,3%	7	-12,5%	1,6%	14,2%	-0,3%
variation taux de polarisation dû aux autres pôles	2,0%	12	0,7%	4,4%	11,2%	5,1%
Degré de rayonnement mig dom - trav 1999	7,8%	10	2,6%	10,7%	21,8%	11,0%
Degré de dépendance mig dom - trav 1999	5,8%	12	1,7%	9,5%	27,0%	10,2%
Degré d'ouverture mig dom - trav 1999	13,6%	12	4,3%	20,2%	45,6%	21,2%
Importance de l'indicateur de concentration C8 (branche)	48,6%	12	45,5%	54,2%	67,8%	52,4%
% entrep qui "essaient "	26,7%	14	17,8%	38,3%	49,3%	40,6%
nb ES / entrep.	0,4	14	0,4	1,2	3,4	1,9
Indicateur de concentration en ES	29,4%	7	10,5%	29,1%	67,3%	28,7%

des entreprises rayonnantes						
même aire urbaine	5,0%	12	0,0%	12,3%	27,8%	12,5%
espace rural	5,0%	13	0,0%	16,5%	42,5%	13,2%
autres aires urbaines	40,0%	2	5,0%	23,3%	51,9%	24,1%
extérieur à l'Ouest	50,0%	8	27,3%	47,8%	80,0%	50,2%
Taux de couverture R / D interne	0,24	14	0,22	0,96	5,73	97,9%
Taux de couverture R / D vis-à-vis de l'extérieur	0,17	15	0,17	0,48	1,50	78,6%
Taux de couverture R / D ensemble des ES	0,20	15	0,20	0,67	3,09	86,4%
part du CA correspondant aux entreprises à capital majoritairement étranger	0,0%	6	0,0%	3,8%	30,3%	3,0%
part du CA correspondant aux entreprises à capital majoritairement extra - régional (étranger ou non)	7,7%	10	0,0%	24,6%	72,8%	25,2%
Distance minimum à la ville de rang supérieur (km)	62	3	30	44	67	45
Accessibilité PV // VM, GV	428	4	125	360	996	399
Accessibilité PV, VM // GV	377	4	88	288	891	251
cap. accueil (lits touristiques)	1757	10	401	14140	105060	19054
cap. influence touristique	6375	14	3401	26099	131829	59083

ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DE L'ATTRACTIVITÉ PROFESSIONNELLE ENTRE 1975 ET 1999 ET DE L'ATTRACTIVITÉ NON PROFESSIONNELLE DES PÔLES

1 — ATTRACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

1.1 Evolutions localisées des emplois et des actifs résidant sur le pays de Châteaubriant

Variation %/an 1975 – 1999 selon EPCI	emplois	actifs occupés
CC Région de Nozay	-0,40	+ 0,46
CC Castelbriantais	-0,59	- 0,13
CC Secteur de Derval	-0,75	- 0,04
Ensemble pays de Châteaubriant	-0,58	+ 0,01

On observe sur l'ensemble du pays de Châteaubriant un fort décalage entre :

D'une part, une baisse importante pour ne pas dire une chute de l'emploi offert - particulièrement dans sa partie nord ;

D'autre part, un maintien de la population active occupée résidant localement - en fait, un redéploiement interne du Castelbriantais et du secteur de Derval vers la région de Nozay.

➤ L'évolution (en rythme annuel) du nombre des actifs résidant sur le pays de Châteaubriant peut être décomposée de la façon suivante :

- variation due à la baisse d'emploi local et au redéploiement résidentiel vers l'extérieur d'actifs travaillant localement : - 0,67 %,

- variation due à la création d'emplois à l'extérieur du pays : + 0,68 %.

Cette dernière composante explique donc clairement et totalement pourquoi la chute de l'emploi sur le pays de Châteaubriant n'a pas (du tout) été accompagnée d'une baisse de la population active occupée résidant localement.

		Contributions au taux de croissance annuel de la population active occupée							
Taux de croissance annuel pop. active occupée (%)		Région de Nozay	Castelbriantais	Secteur de Derval	UU Angers	UU Laval	UU Nantes	UU Rennes	Extérieur autres que UU
CC Nozay	+0,46	-0,87	0,07	0,10	0,00	0,00	0,50	0,03	0,63
Castelbriantais	- 0,13	0,04	-0,72	0,04	0,00	0,00	0,04	0,03	0,44
CC Derval	- 0,04	0,14	0,19	-1,01	0,00	0,00	0,09	0,03	0,52
Ensemble pays de Châteaubriant	+0,01	-0,14	-0,41	-0,12	0,00	0,00	0,15	0,03	0,49

Nota : UU = unité urbaine (définition INSEE 1999 de l'agglomération)

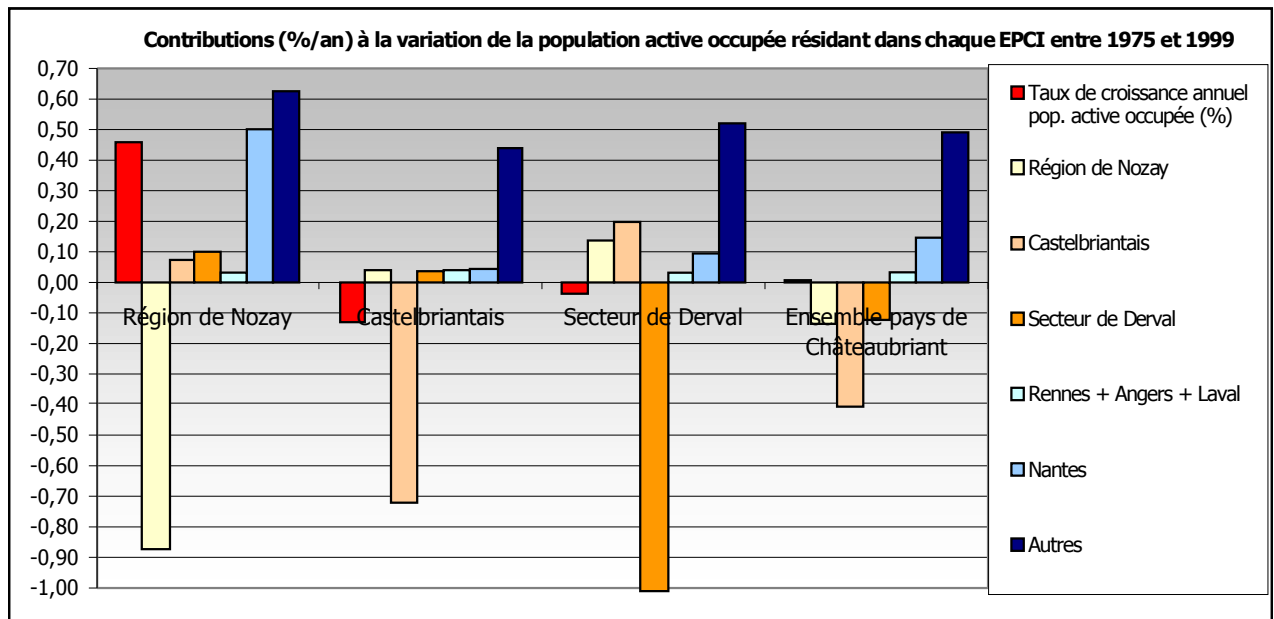
On note toutefois que ce maintien des actifs résidents n'a été possible qu'à la faveur :

de la création d'emplois sur l'agglomération nantaise, création qui a certes bien profité au canton de Nozay, mais guère aux deux autres EPCI ;

de la création d'emplois dans quelques pôles extérieurs au pays de Châteaubriant (Pouancé, Blain, Saint-Mars-la-Jaille, Grand-Fougeray, Nort-sur-Erdre, Ancenis, ...) ou disséminée.

Ces créations ont eu pour effet de freiner l'émigration d'actifs consécutive à la diminution des emplois offerts sur place.

Parmi les quatre grands pôles extérieurs au pays de Châteaubriant, on voit que seul Nantes a eu un impact substantiel sur la « fixation » des actifs locaux.



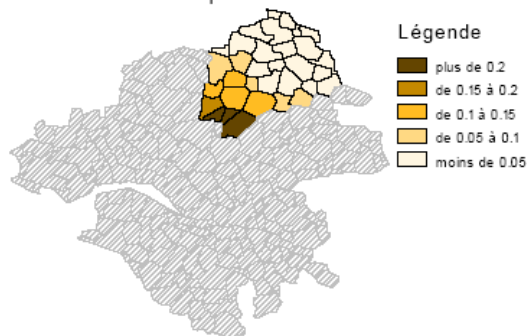
1.2 Influence des pôles principaux en 1999

Part (%) des actifs locaux travaillant dans les pôles (unités urbaines) en 1999	Nantes	Rennes	Angers + Laval	4 pôles
CC Région de Nozay	19,8%	1,3%	0,0%	21,1%
CC Castelbriantais	2,3%	1,1%	0,4%	3,8%
CC Secteur de Derval	6,7%	4,4%	0,1%	11,1%
Ensemble pays de Châteaubriant	6,8%	1,7%	0,3%	8,8%
<i>Ensemble pays de Châteaubriant – rappel 1975</i>	<i>3,3%</i>	<i>1,0%</i>	<i>0,2%</i>	<i>4,5%</i>

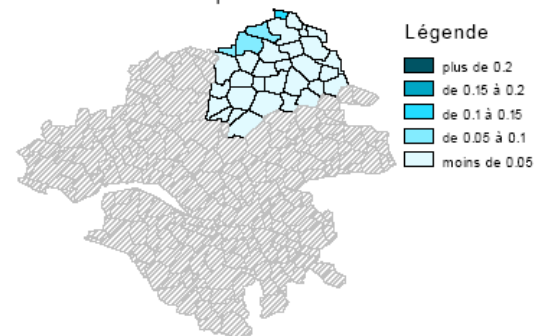
En 1999, la part parmi les actifs occupés résidant sur le pays de Châteaubriant de ceux travaillant dans l'un ou l'autre des principaux pôles extérieurs s'élève à 8,8 % (contre 4,5 % en 1975).

L'influence des emplois d'Angers et de Laval demeure très faible. Celle de Rennes affleure sur les quatre communes les plus septentrionales, mais reste peu élevée sur le Castelbriantais. L'influence de Nantes déjà presque triple de celle des 3 autres pôles réunis en 1975, s'accroît en 1999 du fait de la notable percée opérée dans le sud-ouest du pays.

Part des actifs occupés travaillant à Nantes



Part des actifs occupés travaillant à Rennes



2 — ATTRACTIVITE NON PROFESSIONNELLE

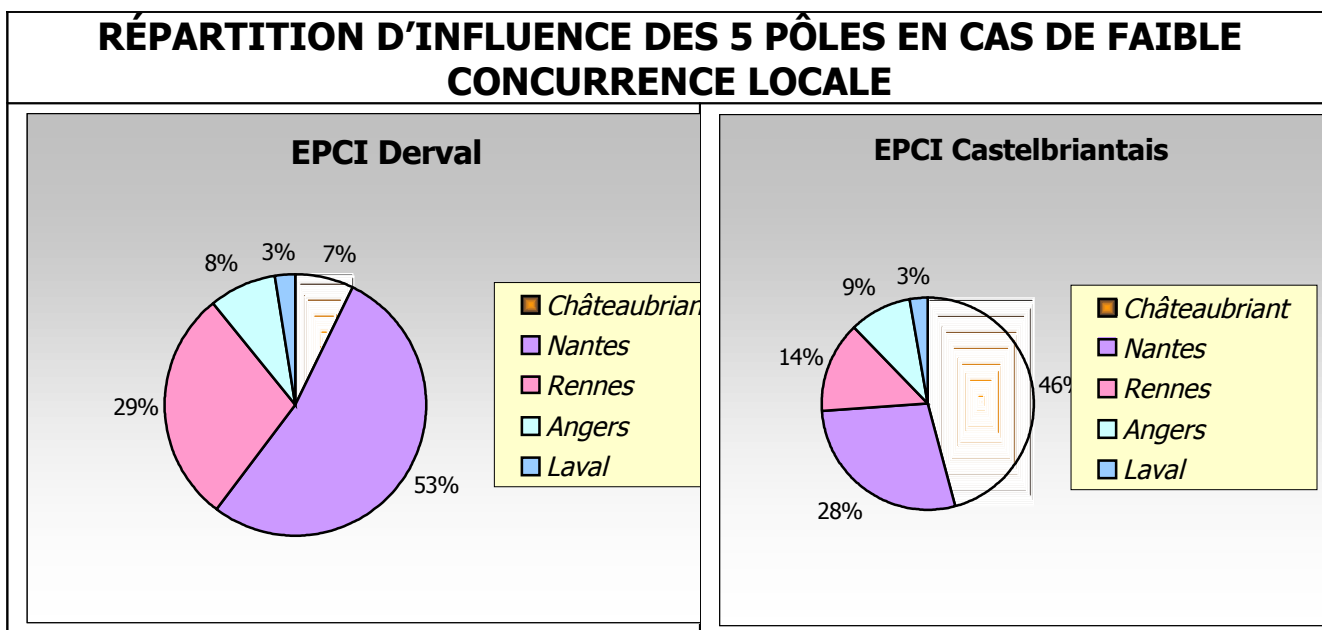
L'estimation ci-après de l'intensité d'attractivité non professionnelle est le résultat d'un compromis entre la *capacité d'attraction* des pôles en concurrence pour l'accès aux commerces, équipements ou services privés d'une part, leur *accessibilité - distance* ou *temps d'accès* par voie routière - d'autre part, et ce en l'absence de contrainte exogène¹ et dans le cadre d'une pré-sélection des pôles en concurrence - Châteaubriant compris.

Dans le cas le plus général présenté ici, la capacité d'attraction d'un pôle est exprimée par sa population (celle de l'unité urbaine, en l'occurrence). L'accessibilité est pondérée par un coefficient d'élasticité – plus précisément de résistance au déplacement, qui varie avec le niveau de concurrence locale : plus cette concurrence est importante, cas des équipements et services banaux, plus la résistance au déplacement vers les pôles extérieurs devient forte.

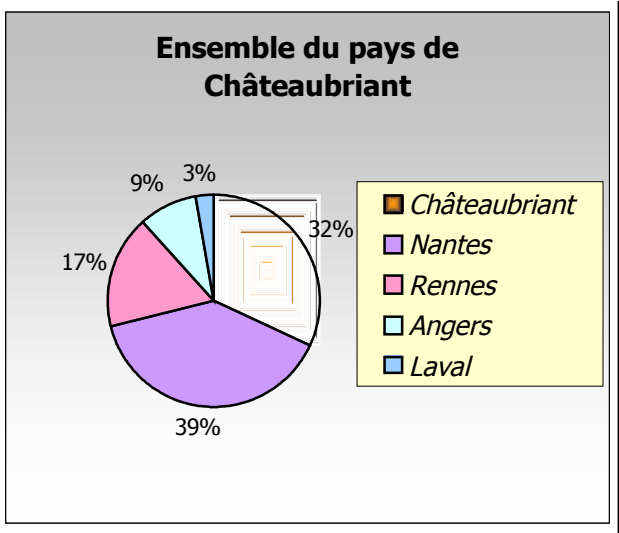
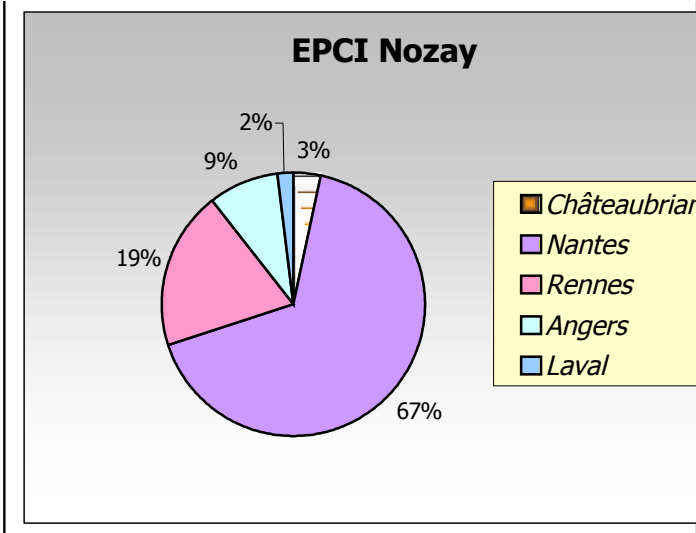
Le tableau en annexe fournit une liste d'équipements classés selon l'importance relative de la concurrence locale.

En théorie, en prenant le *temps* pour variable de référence d'accessibilité et pour hypothèses un coefficient de résistance au déplacement de 1,75 (faible concurrence locale) ou de 2,25 (forte concurrence locale), les ressortissants du pays de Châteaubriant se répartiraient différemment les fréquentations respectives du pôle local et des pôles extérieurs, et avec de fortes nuances selon le territoire d'appartenance.

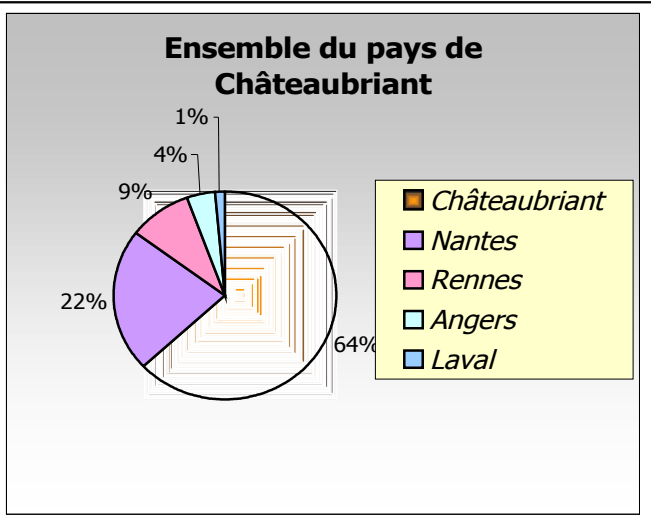
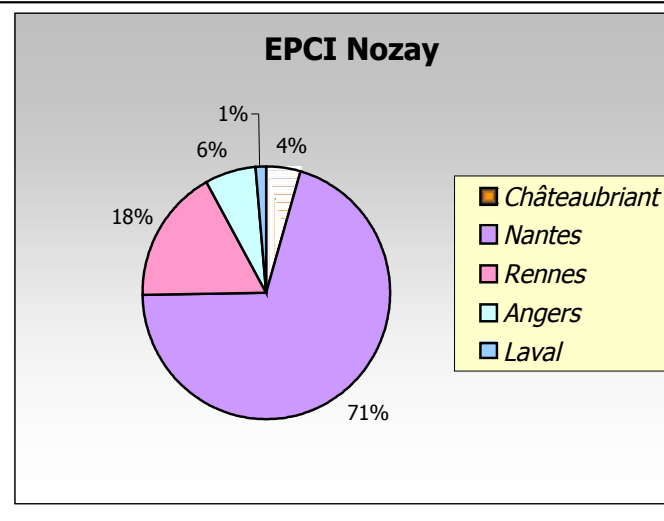
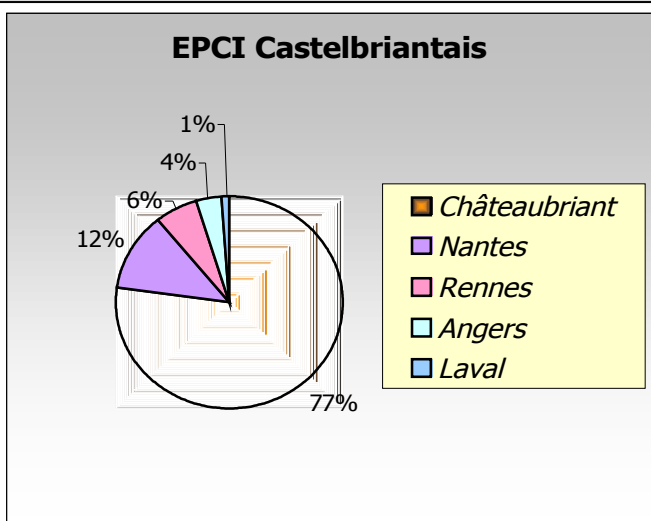
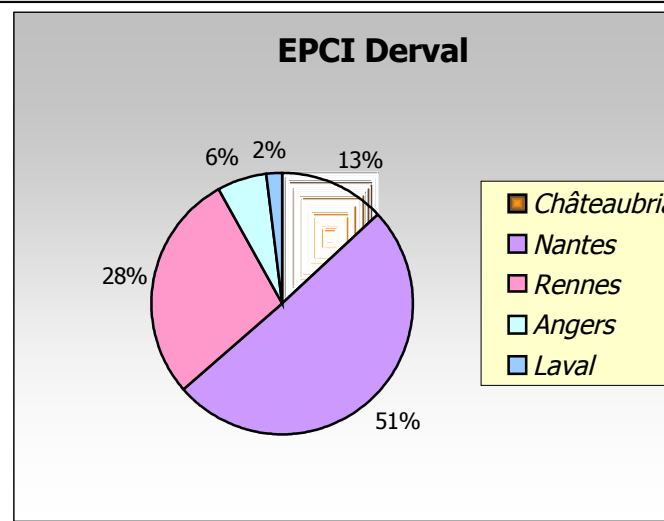
Les représentations graphiques ci-après illustrent la fréquence d'accès aux 5 pôles considérés dans ces deux hypothèses opposées.



¹ L'accès aux services publics par exemple échappe au libre jeu de la concurrence en imposant aux usagers de se déplacer vers des services d'un même département ou d'une même région.



RÉPARTITION D'INFLUENCE DES 5 PÔLES EN CAS DE FORTE CONCURRENCE LOCALE



La hiérarchie d'influences respectives des pôles extérieurs demeure à peu près la suivante dans toutes les hypothèses d'accès aux services privés :

	CC Région de Nozay	CC Castelbriantais	CC Secteur de Derval	Ensemble pays de Châteaubriant
NANTES	71%	52 %	57%	59 %
RENNES	19%	27%	32%	25 %
ANGERS	8%	16%	8%	12 %
LAVAL	2%	5%	3%	4 %

ANNEXE

TYPOLOGIE DES PRINCIPAUX EQUIPEMENTS ET SERVICES HORS ADMINISTRATIONS

EQUIPEMENTS RARES (présents ailleurs qu'à Châteaubriant)

PATINOIRE COUVERTE

AMPHITHEATRE CULTUREL

G.M.S. CULTURE / LOISIRS

UNIVERSITE

GRAND STADE

SURFACES EXPOSITION COUVERTES

INSTITUTS UNIVERSITAIRES

ECOLES D'ART

CENTRES COMMERCIAUX

ECOLES D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

ECOLES DE MUSIQUE LABELLISEES

EQUIPEMENTS SOUMIS A CONCURRENCE LOCALE (présents à Châteaubriant) classés par ordre d'implantation locale croissante

MUSEES LABELLISES

ETUDIANTS

HOTELS 2 ETOILES ET PLUS

BTS / CPGE

RESTAURANTS TRADITIONNELS

SALLES DE SPECTACLES

CINEMAS

G.M.S. SPORTS

HYPERMARCHES

G.M.S. JOUETS

RESTAURANTS INSCRITS AU GUIDE GAULT ET MILLAU

HOPITAUX

SERVICES SPECIALISES DE MEDECINE

RESTAURANTS GASTRONOMIQUES

GYNECOLOGIE - OBSTETRIQUE

SERVICES DE CHIRURGIE

CLINIQUES

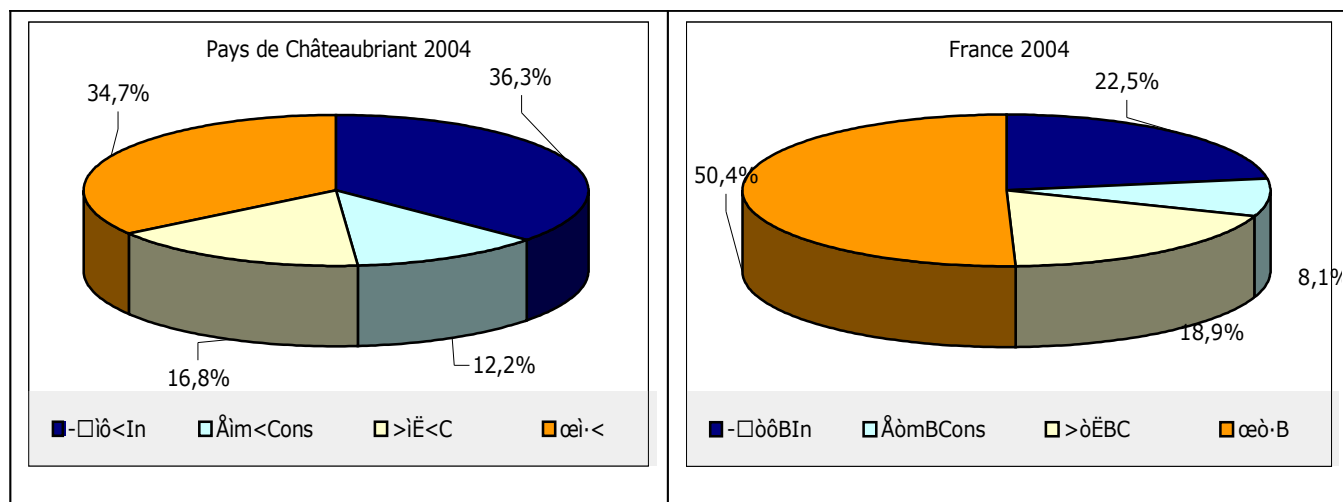
G.M.S. ELECTRODOMESTIQUE

G.M.S. BRICOLAGE / JARDINAGE

EVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ UNEDIC SUR LE PAYS DE CHÂTEAUBRIANT 1994 - 2004

1 - SITUATION GENERALE EN 2004

En 2004, le pays de Châteaubriant, à l'image de l'ensemble des zones rurales, connaît une représentation de l'emploi très forte dans l'industrie et forte dans la construction, alors que les commerces et plus encore les services sont déficitaires.



L'industrie mérite une observation plus détaillée de par son caractère stratégique à plusieurs titres :

- son poids particulier dans l'économie des zones rurales ;
- sa position charnière dans le processus de production des biens et services entre les activités primaires d'un côté, la construction, le commerce et les services, de l'autre, du fait de laquelle nombre d'emplois et de revenus induits en dépendent;
- son exposition particulière à la concurrence extra-territoriale (dominance basique).

Sept branches d'activités industrielles¹ sont particulièrement présentes sur le pays de Châteaubriant :

- industries agroalimentaires (grain, viande, lait),
- habillement,
- industries des équipements du foyer (meubles)
- industries (des équipements) mécaniques (notamment, machines agricoles),
- textile (fabrication de produits du -),
- chimie, caoutchouc (transformation de matières plastiques),
- métallurgie (principalement, fonderie).

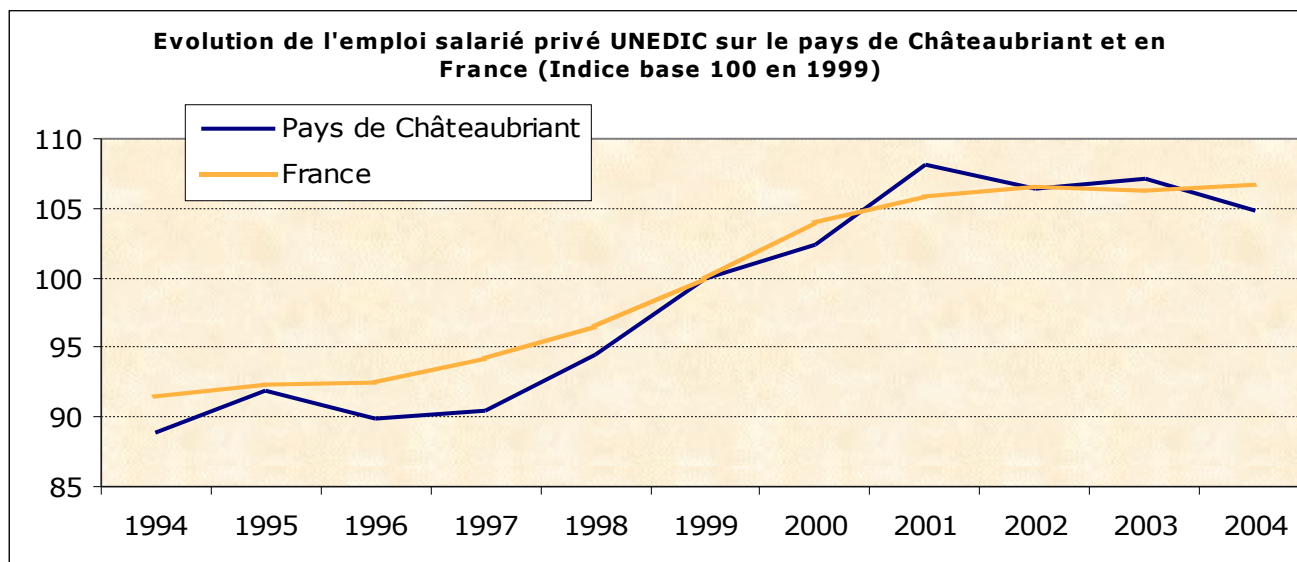
Ces 7 branches réunissent directement 32,0 % des emplois du champ d'observation sur le pays de Châteaubriant (contre 12,9 % sur l'ensemble de la France), alors que les 10 autres branches de l'industrie n'en totalisent que 4,3 % (contre 9,6 %).

¹ Au sens de la Nomenclature Economique de Synthèse à 36 branches (dont 17 dans l'industrie)

2 - EVOLUTIONS OBSERVEES SUR LA PERIODE 1994-2004

2.1 – CONSTATATIONS PARTIELLES

3 sous - périodes caractérisent l'évolution de l'emploi entre 1994 et 2004



1994 - 1997

Cette période voit une faible croissance de l'emploi sur le pays de Châteaubriant (+ 0,6 % par an) contre une plus nette reprise (+ 1,0 % par an) sur l'ensemble de la France.

Alors que le commerce et surtout la construction font "bonne figure" dans le Castelbriantais, l'industrie perd davantage et les services créent moins d'emplois que sur l'ensemble de la France.

1997 - 2001

Important durant toute cette période, le rythme de progression de l'emploi devient sensiblement supérieur sur le pays de Châteaubriant (+ 4,5 % par an) à ce qu'il est en France (+ 3,0 % par an).

Par rapport à la période précédente et à l'ensemble de la France, on note pour le Castelbriantais :

- un renforcement de la contribution de la construction,
- une reprise plus tonique de l'industrie,
- une accélération plus marquée des créations d'emplois dans les services.

2001 - 2004

On retrouve une physionomie d'évolutions comparées proche de celle de la période 1994-1997, assortie cette fois d'un ralentissement bien plus défavorable au Castelbriantais (- 1,0 % contre + 0,2 %).

Si la construction résiste bien, les pertes d'emplois sont particulièrement conséquentes dans l'industrie et s'étendent aux services qui en France, malgré un incontestable ralentissement, continuent d'être créateurs.

Composantes du taux de croissance annuel de l'emploi salarié privé par période						
	Pays de Châteaubriant			France		
	1994 - 1997	1997 - 2001	2001 - 2004	1994 - 1997	1997 - 2001	2001 - 2004
Taux de croissance global dû à :	0,6%	4,5%	-1,0%	1,0%	3,0%	0,2%
Industrie	-0,5%	0,4%	-1,2%	-0,2%	0,2%	-0,6%
Construction	0,3%	0,9%	0,2%	-0,2%	0,3%	0,1%
Commerces	0,3%	0,4%	0,1%	0,2%	0,5%	0,1%
Services	0,5%	3,0%	-0,2%	1,2%	2,0%	0,7%

2.2 – BILAN GENERAL AU TERME DE LA DECENNIE 1994 - 2004

- Les trois périodes successives de la décennie se caractérisent par des évolutions comparées successivement défavorable, favorable, puis défavorable à nouveau au Castelbriantais.
- Sur des cycles de 3-4 ans², le rythme d'évolution de l'emploi sur le Castelbriantais semble répercuter en l'amplifiant le rythme d'évolution au plan national ³ :
 - une faible progression de l'emploi (au plan) national s'accompagne d'une progression encore plus faible voire d'une diminution de l'emploi local (périodes 1994-1997 et 2001-2004);
 - une forte progression de l'emploi au plan national s'accompagne d'une progression encore plus intense au plan local (période 1997-2001).
- Un *effet de structure* négatif, de l'ordre de -0,5 % à -0,6 % par an sur la décennie, pénalise de façon permanente et intangible l'évolution des emplois sur le pays de Châteaubriant.
 - Cet *effet de structure* défavorable est lié à la forte implantation locale d'activités industrielles anciennes⁴ qui à l'échelle nationale ont perdu des emplois au cours de la décennie; il constitue une composante exogène – en quelque sorte une composante sur laquelle les actions locales n'ont en tant que telles pas prise - de l'évolution des emplois du pays. C'est précisément le cas de 6 des 7 branches industrielles dont nous avons plus haut souligné l'impact sur l'emploi: seule parmi elles, au plan national, la branche agro - alimentaire a connu une hausse, très modérée et fluctuante selon les productions de surcroît, des emplois.
 - Parallèlement, les activités tertiaires fortement créatrices d'emplois en France sont moins ou pas présentes sur le pays de Châteaubriant, à de rares exceptions près qui concernent les services privés de l'éducation et de la santé.
 - En particulier, les effectifs des services (privés) à la personne autres que ces-derniers, qui regroupent les hôtels et restaurants, activités récréatives, culturelles et sportives, services personnels et domestiques, administration publique, activités associatives⁵, ne représentent en 2004 que 5,8 % de l'emploi castelbriantais (contre 11,2 % pour l'ensemble du pays).
- Dans ces conditions, et compte tenu de cet impondérable, le taux de croissance des emplois peut être considéré comme localement assez satisfaisant sur les périodes 1994 – 1997 comme 1997 – 2001: dans le premier cas, l'existence même d'un *effet résiduel* positif, reflet de la capacité du territoire à réagir, dans le deuxième, l'intensité de cette composante endogène de la croissance de l'emploi, traduisent le bon comportement du Castelbriantais au cours de ces 7 années.

Taux de croissance annuel de l'emploi (% / an)	1994 - 1997	1997 - 2001	2001 -2004	1994 -2004
Pays de Châteaubriant	0,62	4,54	-1,02	1,67
France entière	1,00	2,95	0,24	1,55
Ecart total	-0,38	+1,59	-1,26	+0,12
Ecart de structure	-0,51	-0,65	-0,54	-0,58
Ecart résiduel (géographique)	+0,13	+2,24	-0,72	+0,71

Il n'en va pas de même de la période 2001 – 2004 au cours de laquelle les deux composantes, structurelle et résiduelle, de l'évolution des emplois, se combinent négativement.

² L'observation n'est pas vérifiée d'une année sur l'autre.

³ Dans le détail, le taux de croissance annuel de l'emploi durant la décennie sur le Castelbriantais (θ_c) est lié au taux de croissance national (θ_n) par la relation : $\theta_c = 2 (\theta_n - 0,7)$, ce qui signifie que :

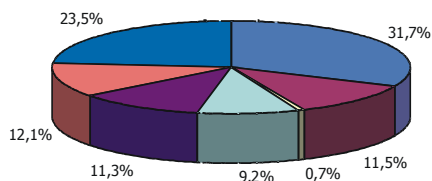
- il a fallu un taux de croissance national annuel de +0,7 % pour créer des emplois sur le Castelbriantais ;
- le taux de croissance annuel des emplois sur le Castelbriantais est devenu supérieur au taux national à partir d'un taux de croissance national de +1,4%.

⁴ c'est-à-dire datant d'au moins 10 ans (début de l'observation)

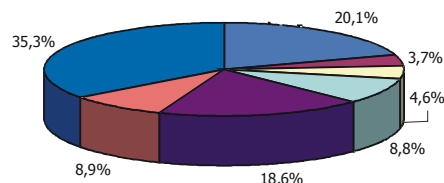
⁵ Codes Pet R de la N.E.S. à 16 branches

Pour autant, sur 10 ans, malgré un résultat « plombé » par une structure défavorable, le taux de progression des emplois (salariés UNEDIC) sur le pays de Châteaubriant est – de peu, il est vrai, et uniquement grâce à une période 1997 – 2001 particulièrement faste – supérieur à la moyenne nationale.

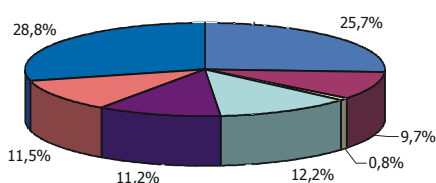
Pays de Châteaubriant, 1994



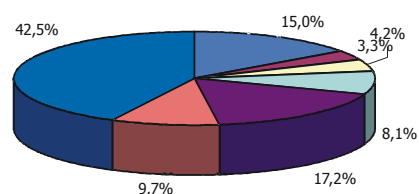
France, 1994



Pays de Châteaubriant, 2004



France, 2004



DÉCLINAISON SELON ÉVOLUTION NATIONALE DES EMPLOIS SUR LA PÉRIODE 1994-2004		CONTEXTE NATIONAL D'ÉVOLUTION DES EMPLOIS	PAYS DE CHÂTEAUBRIANT	
Activités industrielles hors industries agricoles et alimentaires	ayant perdu des emplois en France ⁶ = 80 % des emplois industriels 2004 hors I.A.A. en France	Diminution emplois (- 1.4 % par an)	Diminution d'emplois (- 0.4 % par an)	Renforcement de spécialisation (1.58 → 1.71)
	ayant créé des emplois en France ⁷ = 20 % des emplois industriels 2004 hors I.A.A. en France	Création d'emplois (+ 0.5 % par an)	Création d'emplois (non significatif)	Réduction de non-spécialisation (0.15 → 0.20)
Activités tertiaires	modérément créatrices d'emplois en France ⁸	Création d'emplois (+ 0.7 % par an)	Création d'emplois (+ 1.6 % par an)	Réduction de non-spécialisation (0.61 → 0.65)
	fortement créatrices d'emplois en France ⁹	Création d'emplois (+ 3.4 % par an)	Création d'emplois (+ 3.8 % par an)	Maintien de non-spécialisation (0.67 → 0.68)

DECLINAISON SELON BRANCHES	CONTEXTE NATIONAL D'ÉVOLUTION DES EMPLOIS	PAYS DE CHÂTEAUBRIANT
----------------------------	---	-----------------------

⁶ Font partie de ce groupe les 6 branches industrielles fortement représentées dans le Pays de Châteaubriant.

⁷ Pharmacie, industrie automobile, industries électriques et électroniques

⁸ Commerce et réparation automobile, commerce de gros, activités financières, activités immobilières, services domestiques (rythme inférieur à 2% par an).

⁹ Activités associatives, commerce de détail, transports, télécommunications, conseils et assistance, services opérationnels, R & D, hôtels-restaurants (rythme supérieur ou égal à 2% par an).

Industries agricoles et alimentaires	Industries de la viande, du lait et du grain (85 % des emplois I.A.A. 2004 en Pays de Châteaubriant, 40 % en France)	Evolution irrégulière (+ 0.3 % par an)	Diminution d'emplois (- 0.5 % par an)	Très légère déspécialisation (6.85 → 6.22)
	Autres I.A.A. (boulangerie, pâtisserie, biscuiterie = 50 % des emplois I.A.A. en France)	Création d'emplois (+ 0.5 % par an)	Création d'emplois (peu significatif)	Réduction de non-spécialisation (0.55 → 0.75)
Activités industrielles hors industries agricoles et alimentaires	6 branches sur-représentées en pays de Châteaubriant	Diminution d'emplois (- 1.4 % par an)	Diminution d'emplois (- 0.8 % par an)	Renforcement de spécialisation (2.21 → 2.32)
	10 branches sous-représentées en pays de Châteaubriant	Diminution d'emplois (- 0.5 % par an)	Création d'emplois (+ 2.7% par an)	Réduction de non-spécialisation (0.33 → 0.44)
Construction		Création d'emplois (+ 0.8 % par an)	Création d'emplois (+ 4.6 % par an)	Renforcement de spécialisation (1.05 → 1.50)
Activités tertiaires	Commerces	Création d'emplois (+ 1.5 % par an)	Création d'emplois (+ 1.7 % par an)	Maintien de non-spécialisation (0.87 → 0.88)
	Services privés de l'éducation et de la santé	Création d'emplois (+ 2.4 % par an)	Création d'emplois (+ 1.2 % par an)	Désécialisation (1.36 → 1.19)
	Autres services spécifiquement à la personne	Création d'emplois (+ 2.1 % par an)	Création d'emplois (+ 2.4 % par an)	Maintien de non-spécialisation (0.52 → 0.53)
	Autres services	Création d'emplois (+ 3.6 % par an)	Création d'emplois (+ 5.0 % par an)	Réduction de non-spécialisation (0.52 → 0.59)

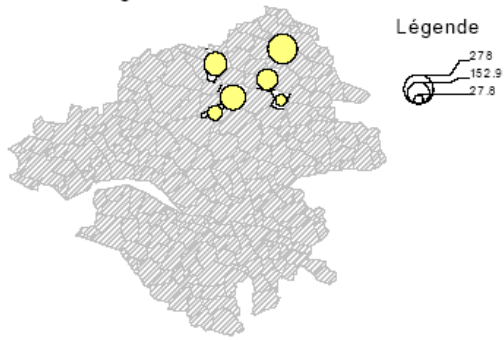
3 – REPARTITION GEOGRAPHIQUE

Les emplois (salariés UNEDIC) du pays de Châteaubriant se répartissent à raison de trois bons quarts sur la communauté de communes de Châteaubriant, un gros huitième sur celle de Nozay, un dixième sur celle de Derval. Le centre de gravité tend cependant à se déplacer en direction de Nozay, où le rythme annuel de progression d'emplois sur 10 ans atteint tout juste 2%, alors qu'il est compris entre 1,5 et 1,6 % sur les deux autres territoires EPCI .

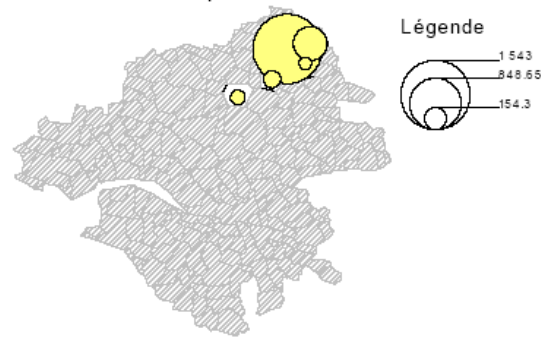
REPARTITION DES EMPLOIS SALARIES UNEDIC EN 1994 ET 2004

Nom_commune	nom_epci	Emplois salariés 1994	Emplois salariés 2004
Abbaretz	Nozay	59	68
La Chapelle-Glain	Castelbriantais	23	18
Châteaubriant	Castelbriantais	5018	5771
Derval	Derval	511	571
Erbray	Castelbriantais	141	252
Fercé	Castelbriantais	21	16
Grand-Auverné	Castelbriantais	38	34
Issé	Castelbriantais	335	341
Jans	Derval	46	62
Juigné-des-Moutiers	Castelbriantais	100	168
Louisfert	Castelbriantais	17	34
Lusanger	Derval	34	48
Marsac-sur-Don	Derval	57	72
La Meilleraye-de-Bretagne	Castelbriantais	54	92
Moisdon-la-Rivière	Castelbriantais	190	155
Mouais	Derval		1
Noyal-sur-Brutz	Castelbriantais	14	25
Nozay	Nozay	669	783
Petit-Auverné	Castelbriantais	1	3
Puceul	Nozay	33	152
Rougé	Castelbriantais	151	174
Ruffigné	Castelbriantais	7	29
Saffré	Nozay	115	121
Saint-Aubin-des-Châteaux	Castelbriantais	29	40
Saint-Julien-de-Vouvantes	Castelbriantais	64	100
Saint-Vincent-des-Landes	Derval	107	108
Sion-les-Mines	Derval	90	88
Soudan	Castelbriantais	381	503
Soulvache	Castelbriantais	13	8
Treffieux	Nozay	25	30
Vay	Nozay	35	59
Villepot	Castelbriantais	28	48
La Grigonnais	Nozay	157	132
TOTAL PAYS DE CHATEAUBRIANT		8 563	10 106

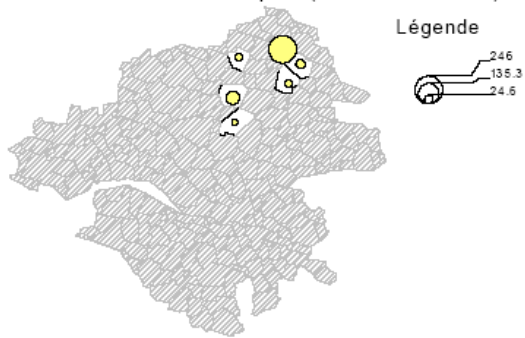
industries agricoles et alimentaires



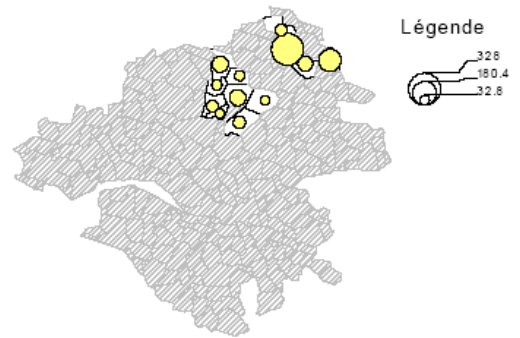
industries à forte implantation locale



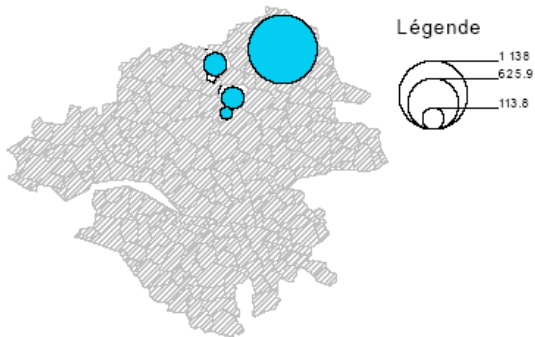
industries créatrices d'emplois (au niveau national)



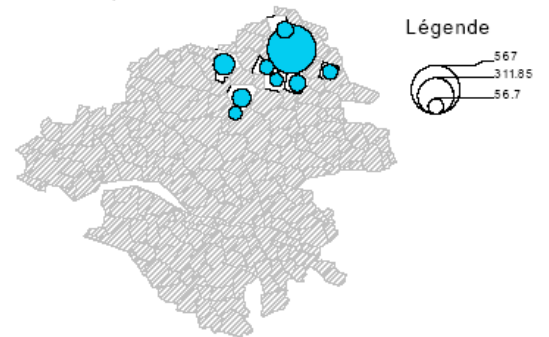
construction



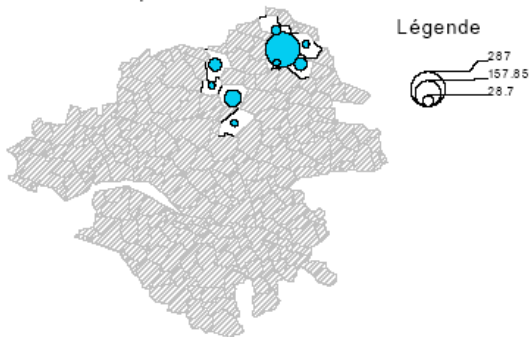
commerces



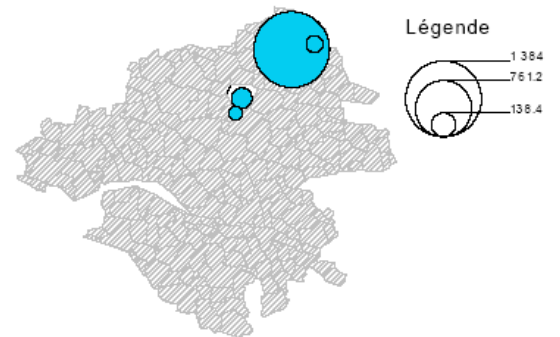
éducation, santé



services à la personne



services non affectés



RAYONNEMENT / DÉPENDANCE DES ENTREPRISES "STRUCTURANTES" DU PAYS DE CHÂTEAUBRIANT

1 - RAYONNEMENT ET DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE

1.1. RAYONNEMENT (SORTIES)

Le tissu d'entreprises structurantes (CA annuel > 1 M €) en Pays de Châteaubriant se caractérise par :

a – un rayonnement concentré par quelques entreprises :

- Pratiquement 3/4 des entreprises (95/129) n'ont pas d'ES ;
- 1/3 des ES (20/60) sont possédés par 3/129 entreprises qui sont :
 - Travaux Publics HERVE (Juigné des Moutiers) : 8 ES dont 6 locaux ;
 - Castel Ambulances DAVID (Châteaubriant) : 7 ES dont 6 locaux ;
 - Cabinet comptable LEHEMBRE FICAMEX (Châteaubriant) : 5 ES sur localités proches : Bain-de-bretagne, Vitré, Janzé, Blain et Candé.

b – un rayonnement faible et très local

Localisation ES	Nombre	Pourcentage
Pays de Châteaubriant	25	42
Reste Loire-Atlantique	15	25
Ille-et-vilaine + Maine-et-Loire	11	18
Reste France	9 (dont région parisienne : 2)	15
Ensemble	60	100
<i>Dont hors Pays de la Loire</i>	<i>15</i>	<i>25</i>

PAYS DE CHÂTEAUBRIANT	CA annuel	Nombre EP	Nombre EP dotés ES	Taux de dotation	Nb ES/ entreprise dotée	% ES hors région EP
	< 10 M€	108	24	23 %	1.67	17.5 %
	> 10 M€	21	10	48 %	2.00	40 %
	Ensemble	129	34	26 %	1.75	25 %
AUTRES REFERENCES						
RÉGION ÎLE-DE-FRANCE	CA annuel	Nombre EP	Nombre EP dotés ES	Taux de dotation	Nb ES/ entreprise dotée	% ES hors région EP
	< 10 M€	42 360	12 913	30%	2.1	%
	> 10 M€	9 687	6 107	63 %	17.7	%
	Ensemble	52 047	19 020	36 %	7.1	64.6 %
HORS ÎLE-DE-FRANCE (PROVINCE)	CA annuel	Nombre EP	Nombre EP dotés ES	Taux de dotation	Nb ES/ entreprise dotée	% ES hors région EP
	< 10 M€	126 379	36 191	29 %	2.0	%
	> 10 M€	19 312	11 264	58 %	9.9	%
	Ensemble	145 691	47 455	33 %	3.9	48.0 %

- Aucune entreprise locale ne dispose de plus d'un ES hors Pays de la Loire ;
- Les petites entreprises réalisant moins de 10 millions € de CA annuel ont certes une propension à investir (créer des ES) proche de celles de leurs homologues du reste de la France, mais il n'en va pas du tout de même des plus grandes ;
- La propension à investir hors de la région d'origine est sans commune mesure avec celle des entreprises du reste de la France.

1.2. DEPENDANCE (ENTREES)

a – des ES locaux qui « pèsent » peu au regard des ES extérieurs au pays

Les établissements locaux dépendant d'entreprises structurantes se répartissent de la façon suivante :

Localisation EP	Nombre	Pourcentage
Pays de Châteaubriant	25	13
Reste Loire-Atlantique	61	31
Ille-et-vilaine + Maine-et-Loire	34	18
Région parisienne	39	20
Reste France	35	18
Ensemble	194	100

Le "reste Loire-Atlantique" peut être décomposé en :

- (unité urbaine) Nantes : 34 ;
- (unité urbaine) Ancenis : 12 ;
- (unité urbaine) Saint-Nazaire : 6 ;
- divers : 9

b– une dépendance essentiellement accaparée par 4 entreprises de Loire-Atlantique

Nb ES détenus / EP	11	8	6	4	3	2	1	Total
Nb EP	1	1	1	2	3	18	116	142
Ensemble ES	11	8	6	8	9	36	116	194

Les 4 principales entreprises par le nombre d'ES ont leur siège en Loire-Atlantique : il s'agit de TERRENA, ex CANA-CAVAL (11 ES) dont le siège est à Ancenis, des Caisses Fédérales Crédit Mutuel et Régionale Crédit Agricole (respectivement 8 et 4 ES) dont le siège est à Nantes, et de Castel Ambulances DAVID (cf. Supra, 6 ES) à Châteaubriant.

Les entreprises extérieures à la Loire-Atlantique investissent peu en Pays de Châteaubriant (maximum, 3 ES).

1.3. – BILAN SORTIES-ENTREES

Les entreprises castelbriantaises sont nettement plus dépendantes que rayonnantes et le déficit (solde des sorties - entrées d'ES) est patent à tous les échelons géographiques.

Le rayonnement – modeste – est essentiellement local (au sens large), concentré à parts égales sur le Pays de Châteaubriant d'une part, le reste de la Loire-Atlantique, les départements voisins d'Ille-et-Vilaine et de Maine-et-Loire, d'autre part.

Pour autant, la dépendance, qui est aussi révélatrice d'attractivité du territoire vis-à-vis des entreprises "émettrices" (celles qui créent des ES), est massivement le fait d'entreprises ligériennes : la dépendance vis-à-vis d'entreprises dont le siège est extérieur à la région est globalement importante mais particulièrement émiétée.

2 - ACTIONNARIAT MAJORITAIRE

Nature actionnaire principal		CA < 10 millions €		CA > 10 millions €	
		Nombre entreprises	%	Nombre entreprises	%
entreprise	Etranger	1	0,9	1	4,8
	Extérieur Loire – Atl.	12	11,1	5	23,8
	De Loire – Atl.	18	16,7	7	33,3
Personnel de l'entreprise		0	0,0	1	4,8
Particulier(s)		77	71,3	7	33,3
ensemble		108	100	21	100

L'actionnariat étranger est 4 fois moins représenté sur le pays de Châteaubriant que sur l'ensemble de la France.

Il se limite en fait à deux entreprises ; l'une à Châteaubriant (KUHN, ex – HUARD, fabrication de matériel agricole), à capitaux mixtes franco – suisses, réalise un CA annuel supérieur à 50 millions € ; l'autre à Treffieux (I.T.L., fabrication d'équipements industriels), beaucoup plus modeste, intègre des capitaux en partie canadiens.

L'actionnariat d'entreprise couvre 34 % des entreprises « structurantes » (39% en France) mais réalisant 56 % du chiffre d'affaires. Outre KUHN, il s'agit d'un actionnariat principalement francilien (Fonderie et mécanique générale à Soudan, SARIA à Issé) ou principalement local (VIOL à Châteaubriant, HERVE à Juigné). Néanmoins, deux entreprises localement importantes (LEA, BRANDIS) sont à capitaux familiaux ou particuliers dominants.

EVOLUTION DES METIERS SUR LA ZONE D'EMPLOIS DE CHÂTEAUBRIANT

Le tableau ci-joint fournit des éléments sur la répartition (en 1999) des actifs occupés par métiers¹ selon l'évolution des effectifs depuis 1982 et les perspectives d'évolution à l'horizon 2015 (liées à la fois aux départs de l'emploi et aux postes à pourvoir), telles qu'elles ressortent d'une étude de la DARES et d'une étude conjointe de la DARES et du Commissariat Général du Plan, datées respectivement d'octobre 2004 et de décembre 2005.

Eu égard aux perspectives nationales, la plupart des métiers² dont les effectifs ont décrû entre 1982 et 1999 et dont la décroissance est amenée à se poursuivre dans les années 2005 à 2015 sont sur-représentés dans la zone d'emplois de Châteaubriant : c'est tout particulièrement le cas des exploitants agricoles, mais aussi des ouvriers non qualifiés (dans les industries de process, mécanique, textile et cuir, bois).

Les métiers dont les effectifs sont appelés à diminuer après s'être "bien tenus" en fin de XXème siècle sont, par contre, généralement peu représentés dans la zone d'emplois de Châteaubriant.

Enfin, les métiers dont les effectifs sont appelés à croître sont moins représentés dans la zone d'emplois de Châteaubriant (54,3%) qu'en Pays de la Loire (56,5%) et moins encore que sur l'ensemble de la France (62,7%). Quelques exceptions porteuses d'espoir sont pourtant à signaler avec notamment la forte implantation locale :

- d'ouvriers qualifiés dans des domaines qui perdaient des emplois jusque dans un passé récent mais sont appelés à en créer de nouveaux (BTP, bois) ou des domaines spécifiques (conducteurs de véhicules en général, d'engins BTP en particulier),
- d'employés ou professions intermédiaires dans des activités continuant d'être « porteuses » ou « prometteuses » (infirmiers, aides-soignants, assistants maternels, agents d'entretien).

¹ classés suivant la nomenclature FAP 84

² Au total 25 métiers

FAMILLE PROFESSIONNELLE 84 POSTES (FA.P.84)	PERSPECTIVE EVOLUTION NATIONALE EFFECTIFS	ZE Châteaub.	Pays de la Loire	France	Indices de représentation ZE Châteaub. / France
A0 AGRICULTEURS, ELEVEURS, SYLVICULTEURS, BUCHERONS	Poursuite de l'évolution à la baisse des emplois	11,9%	6,2%	3,1%	386
A3 MARINS, PECHEURS		0,0%	0,3%	0,2%	5
B0 OUVRIERS NON QUALIFIES DU GROS OEUVRE DU BATIMENT, DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'EXTRACTION		1,5%	1,0%	0,8%	182
B3 OUVRIERS NON QUALIFIES DU BATIMENT, SECOND OEUVRE		0,6%	0,7%	0,5%	121
B4 OUVRIERS QUALIFIES DU BATIMENT, SECOND OEUVRE		2,9%	2,5%	2,2%	132
C0 OUVRIERS NON QUALIFIES DE L'ELECTRICITE ET DE L'ELECTRONIQUE		0,2%	0,6%	0,3%	83
C1 OUVRIERS QUALIFIES DE L'ELECTRICITE ET DE L'ELECTRONIQUE		0,5%	0,6%	0,4%	127
C2 TECHNICIENS, AGENTS DE MAITRISE DE L'ELECTRICITE, L'ELECTRONIQUE, ET LA MAINTENANCE		0,2%	0,5%	0,6%	40
D0 OUVRIERS NON QUALIFIES TRAVAILLANT PAR ENLEVEMENT OU FORMAGE DE METAL		0,4%	0,3%	0,3%	114
D2 OUVRIERS QUALIFIES TRAVAILLANT PAR FORMAGE DE METAL		0,8%	0,7%	0,6%	129
D3 OUVRIERS NON QUALIFIES DE LA MECANIQUE		2,1%	1,8%	0,9%	218
D5 OUVRIERS DE LA REPARATION AUTOMOBILE		1,3%	1,0%	0,9%	142
E0 OUVRIERS NON QUALIFIES DES INDUSTRIES DE PROCESS		3,9%	3,0%	1,7%	227
F0 OUVRIERS NON QUALIFIES DU TEXTILE ET DU CUIR		0,8%	1,3%	0,4%	183
F1 OUVRIERS QUALIFIES DU TEXTILE ET DU CUIR		0,7%	1,1%	0,6%	123
F2 OUVRIERS NON QUALIFIES DU BOIS		0,3%	0,4%	0,2%	142
J2 CONDUCTEURS D'ENGINS DE TRACTION ET DE LEVAGE		0,1%	0,1%	0,2%	48
K0 ARTISANS ET OUVRIERS ARTISANAUX		0,6%	0,7%	0,5%	133
L0 SECRETAIRES		1,9%	2,0%	2,9%	67
L3 SECRETAIRES DE DIRECTION		0,1%	0,3%	0,3%	45
Q0 EMPLOYES ET TECHNICIENS DE LA BANQUE		0,6%	1,0%	1,0%	56
R1 VENDEURS		2,8%	3,0%	3,5%	82

S0 BOUCHERS, CHARCUTIERS, BOULANGERS		1,3%	1,1%	1,0%	133
S3 PATRONS D'HOTELS, CAFES, RESTAURANTS		0,9%	0,8%	0,8%	111
X0 PROFESSIONNELS DE LA POLITIQUE ET CLERGE		0,1%	0,1%	0,1%	105
A1 MARAICHERS, JARDINIERS, VITICULTEURS	Renversement défavorable de tendance	0,7%	1,8%	1,3%	52
A2 TECHNICIENS ET CADRES DE L'AGRICULTURE		0,4%	0,4%	0,3%	124
G0 OUVRIERS QUALIFIES DE LA MAINTENANCE		1,5%	1,4%	1,4%	107
G1 TECHNICIENS, AGENTS DE MAITRISE DE LA MAINTENANCE ET DE L'ORGANISATION		0,7%	1,0%	1,1%	63
P0 EMPLOYES ADMINISTRATIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE (CATEGORIE C)		2,8%	3,2%	3,8%	75
P1 EMPLOYES ADMINISTRATIFS DE LA FONCTION PUBLIQUE (CATEGORIE B)		0,8%	1,2%	1,4%	57
P2 CADRES DE LA FONCTION PUBLIQUE		0,6%	1,0%	1,4%	43
Q1 EMPLOYES ET TECHNICIENS DES ASSURANCES		0,3%	1,0%	0,7%	39
T6 EMPLOYES DES SERVICES DIVERS		0,5%	0,4%	0,6%	85
V2 MEDECINS ET ASSIMILES		0,8%	1,1%	1,2%	67
B1 OUVRIERS QUALIFIES DES TRAVAUX PUBLICS, DU BETON ET DE L'EXTRACTION		Renversement favorable de tendance	0,6%	0,4%	0,5%
B2 OUVRIERS QUALIFIES DU GROS OEUVRE DU BATIMENT	1,9%		1,6%	1,4%	133
B7 CADRES DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS	0,4%		0,4%	0,8%	53
D1 OUVRIERS QUALIFIES TRAVAILLANT PAR ENLEVEMENT DE METAL	0,8%		0,9%	0,7%	114
D4 OUVRIERS QUALIFIES DE LA MECANIQUE	1,2%		1,2%	1,1%	117
D6 TECHNICIENS, AGENTS DE MAITRISE DES INDUSTRIES MECANIQUES	0,9%		0,9%	1,0%	91
F3 OUVRIERS QUALIFIES DU BOIS	0,7%		0,7%	0,3%	204
F4 OUVRIERS DES INDUSTRIES GRAPHIQUES	0,3%		0,4%	0,4%	69
T1 EMPLOYES DE MAISON	1,1%		1,2%	1,1%	98

B5 CONDUCTEURS D'ENGINS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (SAUF TRACTION ET LEVAGE)	Poursuite de l'évolution à la hausse des emplois	0,4%	0,2%	0,2%	225
B6 TECHNICIENS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS		0,4%	0,6%	0,6%	63
E1 OUVRIERS QUALIFIES DES INDUSTRIES DE PROCESS		2,3%	2,1%	1,8%	125
E2 TECHNICIENS, AGENTS DE MAITRISE DES INDUSTRIES DE PROCESS		0,9%	0,9%	1,2%	76
F5 TECHNICIENS, AGENTS DE MAITRISE DES INDUSTRIES LEGERES ET GRAPHIQUES		0,2%	0,3%	0,3%	64
H0 INGENIEURS ET CADRES TECHNIQUES DE L'INDUSTRIE		0,3%	0,4%	0,6%	47
J0 OUVRIERS NON QUALIFIES DE LA MANUTENTION		1,5%	2,0%	1,6%	95
J1 OUVRIERS QUALIFIES DE LA MANUTENTION		1,3%	1,5%	1,7%	79
J3 CONDUCTEURS DE VEHICULES		4,6%	3,2%	2,9%	158
J4 AGENTS D'EXPLOITATION DES TRANSPORTS		0,1%	0,2%	0,4%	26
J5 AGENTS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX DU TOURISME ET DES TRANSPORTS		0,2%	0,3%	0,5%	35
J6 CADRES DES TRANSPORTS ET NAVIGANTS DE L'AVIATION		0,1%	0,1%	0,2%	34
L1 COMPTABLES		1,4%	1,5%	1,8%	81
L2 EMPLOYES ADMINISTRATIFS D'ENTREPRISES		1,4%	1,6%	2,5%	55
L4 TECHNICIENS DES SERVICES ADMINISTRATIFS, COMPTABLES ET FINANCIERS		0,9%	1,1%	1,3%	71
L5 CADRES ADMINISTRATIFS, COMPTABLES ET FINANCIERS		0,4%	0,8%	1,8%	24
L6 DIRIGEANTS D'ENTREPRISES		0,5%	0,7%	0,6%	91
M0 INFORMATIENS		0,5%	0,7%	1,7%	27
N0 PERSONNELS D'ETUDE ET DE RECHERCHE		0,2%	0,4%	1,0%	24
P3 PROFESSIONNELS DU DROIT		0,1%	0,1%	0,2%	51
Q2 CADRES DE LA BANQUE ET DES ASSURANCES		0,3%	0,5%	0,7%	39
R0 CAISSIERS, EMPLOYES DE LIBRE SERVICE		1,4%	1,4%	1,1%	131
R2 REPRESENTANTS		1,8%	2,2%	2,0%	91
R3 MAITRISE DES MAGASINS ET INTERMEDIAIRES DU COMMERCE		1,1%	1,1%	1,3%	85
R4 CADRES COMMERCIAUX ET TECHNICO-COMMERCIAUX		0,6%	0,7%	1,6%	38

S1 CUISINIERS		0,7%	0,7%	0,8%	84
S2 EMPLOYES ET AGENTS DE MAITRISE DE L'HOTELLERIE		1,4%	1,3%	1,4%	95
T0 COIFFEURS, ESTHETICIENS		0,7%	0,8%	0,7%	94
T2 ASSISTANTS MATERNELS		3,4%	3,1%	2,5%	136
T3 AGENTS DE GARDIENNAGE ET DE SECURITE		0,2%	0,3%	0,9%	19
T4 AGENTS D'ENTRETIEN		5,5%	5,3%	4,5%	123
T5 ARMEE, POMPIERS, POLICE		0,7%	1,0%	1,7%	42
U0 PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION ET DE LA DOCUMENTATION		0,1%	0,2%	0,7%	17
U1 PROFESSIONNELS DES ARTS ET DES SPECTACLES		0,5%	0,4%	0,7%	72
V0 AIDES-SOIGNANTS		2,0%	1,8%	1,6%	123
V1 INFIRMIERS, SAGES-FEMMES		2,0%	1,6%	1,7%	113
V3 PROFESSIONS PARA-MEDICALES		0,7%	0,9%	1,1%	69
V4 PROFESSIONNELS DE L'ACTION SOCIALE CULTURELLE ET SPORTIVE		1,4%	1,7%	2,1%	67
W0 ENSEIGNANTS		3,7%	4,4%	4,6%	80
W1 FORMATEURS, RECRUTEURS		0,4%	0,5%	0,6%	58
Poursuite de l'évolution à la baisse des emplois		36,6%	31,1%	24,0%	152
Renversement défavorable de tendance		9,1%	12,3%	13,3%	69
Renversement favorable de tendance		8,0%	7,7%	7,4%	108
Poursuite de l'évolution à la hausse des emplois		46,3%	48,8%	55,3%	84
		100%	100%	100%	
		Indice de représentation			
Indices de représentation locale et régionale/ représentation nationale	Poursuite de l'évolution à la baisse des emplois	152	129		
	Renversement défavorable de tendance	69	93		
	Renversement favorable de tendance	108	105		
	Poursuite de l'évolution à la hausse des emplois	84	88		